75 BtB 1934 - 2009
Bureau de la traduction | Translation Bureau

VOLUME 6 3

SEPTEMBRE/SEPTEMBER 2009

L'Actualité langagière | Language Update

- La formation de la relève au Bureau de la traduction : une approche singulière... des moyens pluriels / Training the next generation of Translation Bureau translators: A singular approach using a variety of methods
- « à ou *ou*? »
- The secrets of syntax (Part 2)
- Cinquante ans d'interprétation parlementaire / Fifty Years of Parliamentary Interpretation
- Traduire dans le domaine de la sécurité, c'est dur, dur, dur!
- Reculer d'abord ou sauter tout de suite?
- Qu'est-ce qu'un wiki? / What is a wiki?
- Affaire *Dame Action* c. *Sieur Recours*. Cette action vaut-elle un recours?
- Places publiques et monuments étrangers
- Sistema Armonizado de Designación y Codificación de Mercancías
- Words Matter: Going solar

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada | Public Works and Government Services Canada

Canada

Nos collaborateurs
Our Contributors

Directeur/Director
Gabriel Huard, trad. a

Rédactrice en chef/Editor-in-Chief
Denise Cyr, trad. a

Rédacteur en chef adjoint/ Assistant Editor
Jacques Desrosiers

Comité de lecture/ Review Committee
Cathryn Arnold
Shirley Hockin
Normand Lemieux
Frédérin Leroux fils
Bruno Lobrichon
Rafael Solis

Conception graphique/ Graphic Design
Labiom.ca

L'Actualité langagière est publiée quatre fois l'an par le Bureau de la traduction, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
btb.gc.ca

Language Update is published four times a year by the Translation Bureau, Public Works and Government Services Canada.
btb.gc.ca

ISSN 1712-0063

Yolande Bernard, terminologue conseil au Bureau de la traduction, est responsable de l'enrichissement des volets espagnol et portugais de TERMIUM®. / ***Yolande Bernard*** is a senior terminologist with the Translation Bureau; she is responsible for updating the Spanish and Portuguese terminological components of TERMIUM®.

Renée Canuel-Ouellet, trad. a., est formatrice au Bureau de la traduction, où elle travaille à temps partiel, étant maintenant à la retraite. / ***Renée Canuel-Ouellet***, C. Tr., is a Translation Bureau trainer. Now retired, she works at the Bureau part-time.

Ines Cardinal, terminologue au Bureau de la traduction et bachelière en traduction de l'Université Laval, est membre de l'équipe chargée de la terminologie militaire. / ***Ines Cardinal***, a Translation Bureau terminologist with a bachelor's degree in translation from Université Laval, is a member of the military terminology team.

Jean Delisle, trad. a., term. a., est professeur émérite de l'Université d'Ottawa, où il a enseigné de 1974 à 2007. Auteur ou coauteur d'une vingtaine d'ouvrages, il a été traduit dans une quinzaine de langues. / ***Jean Delisle***, C. Tr., C. Term., is a professeur émérite at the University of Ottawa, where he taught from 1974 to 2007. He is the author or co-author of some 20 books, and his work has been translated into 15 languages.

Jacques Desrosiers, rédacteur en chef adjoint de *L'Actualité langagière*, est évaluateur au Bureau de la traduction, où il prépare des examens et évalue des textes de tout genre. Il a coordonné la dernière édition du Guide du rédacteur. / ***Jacques Desrosiers***, assistant editor-in-chief of *Language Update*, is an evaluator with the Translation Bureau, where he prepares exams and evaluates all kinds of texts. He was principal coordinator of the latest edition of the Guide du rédacteur.

Jean-Claude Gémar est professeur émérite de l'Université de Montréal. / ***Jean-Claude Gémar*** is a professor emeritus at the University de Montréal.

André Guyon a étudié en traduction et en informatique avant d'entrer au Bureau de la traduction, où il a contribué à titre d'expert-conseil en technologies langagières à la réalisation de logiciels précurseurs pour le Bureau. / ***André Guyon*** studied translation and computer science before coming to the Translation Bureau, where he has acted as a language technologies adviser and helped develop valuable software for the Bureau.

Frédérin Leroux fils, collaborateur associé, est un ancien traducteur de la Direction de la traduction parlementaire et de l'interprétation du Bureau de la traduction, il est aujourd'hui à la retraite. / One of our regular contributors, ***Frédérin Leroux fils*** is a former translator with the Translation Bureau's Interpretation and Parliamentary Translation Directorate; he is now retired.

Barbara McClintock, C. Tr., worked in the private sector as a senior translator and reviser from French to English for more than 15 years before joining the Translation Bureau's Regional Service in Montreal. / ***Barbara McClintock***, trad. a., M.A., a été traductrice principale et réviseure du français à l'anglais pendant plus de 15 ans dans le secteur privé avant d'entrer au Service régional du Bureau de la traduction à Montréal.

Frances Peck, a Vancouver-based writer and editor, has taught grammar, writing and editing for over two decades for the University of Ottawa, Douglas College, Simon Fraser University and countless government and private sector organizations. / ***Frances Peck***, rédactrice et réviseure, travaille à Vancouver. Au cours des vingt dernières années, elle a enseigné la grammaire, la rédaction et la révision à l'Université d'Ottawa, au Collège Douglas, à l'Université Simon Fraser et dans de nombreux organismes du gouvernement et du secteur privé.

Andre Racicot, formateur, diplômé en science politique et polyglotte, anime la populaire série d'ateliers Traduire le monde au Bureau de la traduction. / A trainer and political science graduate who speaks several languages, ***Andre Racicot*** gives the workshops in the popular Translation Bureau series Traduire le monde.

Mario Vergara est diplômé de l'Universidad de la República (Uruguay) en traduction juridique (espagnol, anglais, portugais) et en linguistique. Il est traducteur spécialisé en commerce extérieur à l'ALADI (Association latino-américaine d'intégration). / ***Mario Vergara***, a graduate of the Universidad de la República (Uruguay) in legal translation (Spanish, English, Portuguese) and linguistics, currently works as a translator with ALADI (Latin American Integration Association) in foreign trade issues.

ABONNEMENT (SS2-4/6-3)

1 an (4 numéros et un index annuel) [illegible]

Au numéro [illegible]

Règlement : par chèque ou mandat à l'ordre du receveur général du Canada, adressé aux Éditions et Services de dépôt, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

SUBSCRIPTION RATES (SS2-4/6-3)

1 year (4 issues and 1 annual index) [illegible]

Per issue [illegible]

Payment: by cheque or money order, made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to Publishing & Depository Services, Ottawa, Ontario K1A 0S5

Mot de la rédaction
A Word from the Editor-in-Chief

Denise Cyr, trad. a. ■

Translation: Dennis Maloney, C. Tr.

Déjà l'automne… Les arbres se parent de leurs plus belles couleurs, l'air fraîchit, les vacances d'été sont terminées. Le temps chaud nous aura permis de refaire le plein d'énergie. Que ce numéro de *L'Actualité langagière* vous trouve en pleine forme, prêts à reprendre le collier après la détente estivale!

L'Actualité langagière… Saviez-vous qu'il y a déjà cinq ans que notre revue professionnelle a été « rebaptisée »? Eh oui! C'est dans le numéro de septembre 2004 que Martine Ricette, la rédactrice en chef, avait annoncé que *L'Actualité terminologique* changeait de nom « pour mieux traduire l'ampleur des sujets qu'elle traite et pour mieux rendre compte du regard qu'elle jette depuis un bon moment déjà sur la mouvance de l'industrie de la langue ». La vision de ce que notre revue allait devenir s'est certes concrétisée, comme en fait foi la diversité des sujets qui sont abordés dans ce numéro.

Cinq ans plus tard, la plupart de nos collaborateurs réguliers sont encore là : Jacques Desrosiers, Frédelin Lenoux fils, Frances Peck, André Racicot. S'est ajouté André Guyon, rédacteur de la chronique Carnet techno. Les collaborateurs occasionnels ne manquent pas, preuve de la santé de la revue. Pour marquer les 75 ans du Bureau de la traduction, le professeur émérite Jean Delisle raconte les cinquante ans d'histoire de l'interprétation parlementaire au Canada. Renée Camuel-Ouellet, formatrice de longue date, fait un tour d'horizon de la formation offerte aux traducteurs débutants. Les terminologues liront sûrement avec plaisir le jugement dans l'affaire *Dame Action c. Sieur Recours* que présente le professeur émérite Jean-Claude Gémar. Mais je ne vous dévoilerai pas tout… À vous de feuilleter ce numéro pour y faire d'agréables découvertes. Et comme nous sommes en septembre, je termine en vous souhaitant, chers langagiers, une très belle Journée mondiale de la traduction!

Fall is already here and the hot weather, a time for recharging our batteries, is behind us now. The trees are ablaze with colour, the days are getting cooler and the summer holidays are over. I hope this issue of *Language Update* finds you in fine form and ready to leap into action after a relaxing summer!

Did you know that it's already been five years since our journal was renamed *Language Update*? Yes, five years! It was in the September 2004 issue that Editor-in-Chief Martine Ricette announced that *Terminology Update* would be given a new name "to better reflect the variety of topics that it examines and the articles it has included for some time now on the evolving language industry in Canada and abroad." The vision of what our journal would become has indeed become a reality, as the variety of topics dealt with in this issue will attest.

Five years later, most of our regular contributors are still with us: Jacques Desrosiers, Frédelin Lenoux *fils*, Frances Peck and André Racicot. A newcomer to this illustrious group is André Guyon, our Tech Files columnist. There are also many occasional contributors, a sure sign of the journal's popularity. To mark the Translation Bureau's 75th anniversary, Professor Emeritus Jean Delisle recounts the 50-year history of interpretation in Canada's Parliament. Renée Camuel-Ouellet, a trainer of long standing, profiles the training provided for beginner translators. Terminologists will certainly enjoy reading the decision in *Dame Action v. Sieur Recours* contributed by Professor Emeritus Jean-Claude Gémar. Not wanting to divulge everything that you will find in this issue, I will leave it up to you to leaf through and make some interesting discoveries. And since it is now September, I will conclude by wishing all of my fellow language professionals a very pleasant International Translation Day!

Sommaire
Summary

Agir pour l'avenir : mise en œuvre d'initiatives importantes / Acting for the future: Launch of major initiatives
Francine Kennedy, page 5

Le Canada consacrera plus de 1 milliard de dollars à la dualité linguistique d'ici 2013. Une partie des fonds permettra au Bureau de la traduction de contribuer au nouveau Programme de renforcement du secteur langagier au Canada. / Canada will invest over $1 billion in linguistic duality by 2013. Part of the funding will enable the Translation Bureau to participate in the new Canadian Language Sector Enhancement Program.

La formation de la relève au Bureau de la traduction : une approche singulière... des moyens pluriels / Training the next generation of Translation Bureau translators: A singular approach using a variety of methods
Renée Canuel-Ouellet, page 7

Pour assurer la relève en traduction, le Bureau et d'autres acteurs de l'industrie ont mis en place toute une panoplie de programmes de stages, d'apprentissage et de formation. / To recruit the next generation of translators, the Bureau and other industry players have introduced a variety of placement, learning and training programs.

Mots de tête : « *à* ou *au*? »
Frédelin Leroux fils, page 12

Au milieu du 19e siècle, l'Académie française interdit d'écrire qu'une assemblée pouvait réunir de sept *à* huit personnes. Pourtant, une impressionnante liste d'écrivains préféraient ce *à* ou ... / In the mid-19th century, the Académie française decreed that it was incorrect to write that a meeting was attended by sept *à* huit personnes. However, an impressive list of writers who preferred the use of *à* (to) rather than *au* (at) suggests that the decree did not gain wide acceptance.

The secrets of syntax (Part 2)
Frances Peck, page 14

Syntax must be pleasing to the eye and to the ear. There is nothing more monotonous than a series of similarly constructed sentences or sentences that lack musicality. / La syntaxe s'adresse à l'œil et à l'oreille : rien de plus monotone que des phrases qui se suivent pareilles les unes aux autres, ou celles dont toute musique est absente.

Traduire dans le domaine de la sécurité, c'est dur, dur, dur!
Inès Cardinal, page 16

Comment, en effet, traduire le terme *to burden*, qui s'applique aussi bien à un char de combat qu'à un ordinateur? En examinant de près toutes les possibilités, l'auteur a trouvé la réponse. / How do you translate the verb *to burden*, which can be used in reference to a battle tank or to a computer? By looking closely at all the possibilities, the author found the answer.

Cinquante ans d'interprétation parlementaire / Fifty Years of Simultaneous Interpretation
Jean Delisle, page 18

C'est grâce à John Diefenbaker qu'était instaurée l'interprétation simultanée au Parlement en 1959. L'auteur raconte la petite histoire de sa lente genèse tout au long des années 50. / We have John Diefenbaker to thank for introducing simultaneous interpretation into Canada's Parliament in 1959. The author relates how simultaneous interpretation slowly came into being in the 1950s.

Reculer d'abord ou sauter tout de suite?
Jacques Desrosiers, page 28

L'expression reculer pour mieux sauter a un sens négatif selon certains, est ambigüe selon d'autres, positive dans l'usage québécois et, le comble, mal définie dans plusieurs dictionnaires. / The phrase reculer pour mieux sauter has a negative connotation according to some people, is ambiguous according to others, has a positive connotation in Quebec French and, to cap it all, is poorly defined in several dictionaries.

Carnet techno / Tech Files: Qu'est-ce qu'un wiki? / What is a wiki?
André Guyon, page 31

La créativité, l'esprit de collaboration et l'espace de travail peu hiérarchisé qui caractérisent les sites wikis ne sont pas sans rappeler les grands mouvements sociaux de jadis. / The creativity, spirit of collaboration and informal work space organization that characterize wiki sites call to mind the great social movements of earlier times.

Affaire *Dame Action* c. *Sieur Recours*. Cette action vaut-elle un recours?
Jean-Claude Gémar, page 34

Action collective et *recours collectif* sont-ils synonymes? L'auteur met la chose au clair en se fondant sur un authentique procès, où sont venues témoigner des sommités, dont C. Le Dauphin et S. Ethier-M.Dauplé. / Are the French terms *action collective* and *recours collectif* synonyms? The author clarifies the issue by citing an actual trial in which leading experts, including A. Zeughna and Ethier-Molaqy, testified.

Traduire le monde : Places publiques et monuments étrangers
André Racicot, page 41

On sait *tour Eiffel* avec minuscule, mais *Tour de Londres* avec majuscule. Pourquoi Cinquième Avenue à New York, mais Sunset Boulevard à Los Angeles? Si au moins les dictionnaires pouvaient nous aider... / In French, the word *tour* in *tour Eiffel* is not capitalized, whereas it is capitalized in *Tour de Londres*. Why are all words in French in New York's Cinquième Avenue but, not in Los Angeles' Sunset Boulevard? If only the dictionaries could enlighten us!

El Rincón Español: Sistema Armonizado de Designación y Codificación de Mercancías
Mario Vergara y Yolande Bernard, página 43

El Sistema Armonizado de Designación y Codificación de Mercancías es una nomenclatura internacional de mercancías creada por la Organización Mundial de Aduanas. El Sistema permite la clasificación uniforme de mercancías y este es empleado por diversos organismos internacionales y entidades gubernamentales en las negociaciones comerciales, las estadísticas de comercio, la suscripción de acuerdos, las relaciones comerciales y la investigación económica.

Words Matter: Going solar
Barbara McClintock, page 45

Now that the supply of oil is running out, homes, businesses and entire communities in North America will have to switch over to solar energy. Hence a need for new technologies and new terminology. / Les réserves de pétrole s'épuisant, des maisons, des entreprises et des collectivités entières sont passées à l'énergie solaire en Amérique du Nord. Nouvelles technologies, nouvelle terminologie.

Le mot de la P.-D. G.
A Word from the CEO

Francine Kennedy

Translation: Vicki Plouffe, C. Tran

Agir pour l'avenir : mise en œuvre d'initiatives importantes

La dualité linguistique du Canada et sa compétitivité internationale reposent sur une industrie langagière vigoureuse. Or, on le sait, cette industrie est présentement confrontée à des défis majeurs : importante pénurie de main-d'œuvre qualifiée, besoins croissants en langues autochtones et en langues étrangères, fragmentation attribuable à la multiplication des petites entreprises, mondialisation de l'offre de services et évolution extrêmement rapide de la technologie. L'état de l'industrie et sa capacité de relever ces défis préoccupent le gouvernement du Canada.

Le *Plan d'action pour les langues officielles*, déposé en 2003, a reconnu l'importance de l'industrie de la langue pour le maintien de la dualité linguistique au Canada. Ce premier plan a mené à la création de deux importants piliers de l'industrie : l'Association de l'industrie de la langue, qui est venue donner une voix aux secteurs de la traduction, des technologies langagières et de l'enseignement des langues, et le Centre de recherche en technologies langagières, qui a permis d'encourager les activités de recherche et de développement au profit de l'ensemble de l'industrie.

Une autre étape a été franchie en juin 2008 avec l'annonce de la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013 : Agir pour l'avenir*. La *Feuille de route* représente un investissement de 1,1 milliard de dollars sur cinq ans, réparti entre treize ministères et organismes fédéraux. Parmi eux, on compte Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui a reçu 34 millions de dollars sur cinq ans pour mener à bien, par l'entremise du Bureau de la traduction, trois initiatives : le Portail linguistique du Canada, les Bourses universitaires en traduction et l'Initiative de l'industrie de la langue.

Le Portail linguistique donnera à l'ensemble de la population canadienne un accès gratuit à une vaste gamme d'outils linguistiques. Je serai en mesure de vous parler plus longuement de cette initiative dans un prochain numéro. Les Bourses universitaires en traduction et l'Initiative de l'industrie de la langue constituent les deux volets du nouveau Programme de renforcement du secteur langagier au Canada. Ce programme, qui vise à appuyer la formation d'une main-d'œuvre compétente et à renforcer

Acting for the future: Launch of major initiatives

Canada's ability to function as a bilingual country and remain competitive in international markets depends on a vigorous language industry. Yet we know that this industry is facing significant challenges: a severe shortage of skilled workers, growing requirements in terms of Aboriginal and foreign languages, fragmentation caused by large numbers of small businesses, globalization of the supply of services and extremely rapid technological advances. The state of the industry and its ability to meet these challenges are concerns of the Government of Canada.

The *Action Plan for Official Languages*, issued in 2003, recognized the importance of the language industry in maintaining linguistic duality in Canada. This initial plan led to the creation of two important pillars of the industry: the Language Industry Association, which has given a voice to the translation, language technologies and language teaching sectors, and the Language Technologies Research Centre, which has promoted research and development activities for the benefit of the entire industry.

Another step was taken in June 2008 with the announcement of the *Roadmap for Canada's Linguistic Duality 2008-2013: Acting for the Future*. The Roadmap represents an investment of $1.1 billion over five years distributed among 13 federal departments and agencies. One of these is Public Works and Government Services Canada, which has received $34 million over five years to implement, through the Translation Bureau, three initiatives: the Language Portal of Canada, the University Scholarship Program in Translation and the Language Industry Initiative.

The Language Portal will provide all Canadians with free access to a wide range of language tools; I will be in a position to tell you more about this initiative in an upcoming issue. The University Scholarship Program in Translation and the Language Industry Initiative each constitute a component of the new Canadian Language Sector Enhancement Program. This program, which is designed to support the training of a skilled workforce and build capacity within the industry, has been

la capacité de l'industrie, est doté d'un budget de 18 millions de dollars sur cinq ans (8 millions pour les bourses et 10 millions pour l'industrie).

Les Bourses universitaires en traduction ont pour but d'aider les établissements d'enseignement postsecondaire qui ont un programme de formation menant à une carrière dans une profession langagière (traduction, interprétation, terminologie, localisation) à recruter des étudiants et à les encourager à persévérer. La priorité sera accordée au baccalauréat en traduction et à la maîtrise en interprétation, mais les établissements pourront adapter leurs projets à leurs propres besoins.

L'Initiative de l'industrie de la langue vise quant à elle à améliorer la capacité de l'industrie dans la promotion, le développement de la main-d'œuvre et l'intégration des technologies langagières. Les fonds pourront par exemple servir à mener des activités visant à rehausser le profil de l'industrie, à offrir à des étudiants des stages en entreprise susceptibles de mener à un emploi ou à accroître l'utilisation des technologies langagières dans les établissements d'enseignement postsecondaire, les entreprises et les organismes sans but lucratif.

Des ententes de financement sont en voie d'être conclues avec des partenaires clés pour chacun des volets du Programme de renforcement du secteur langagier au Canada.

Le Bureau de la traduction est fier d'avoir été choisi comme partenaire stratégique pour la mise en application de la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013*. La mise en œuvre des initiatives placées sous sa gouverne représente tout un défi, mais cette responsabilité constitue en même temps une belle marque de confiance en cette année où il célèbre son 75e anniversaire!

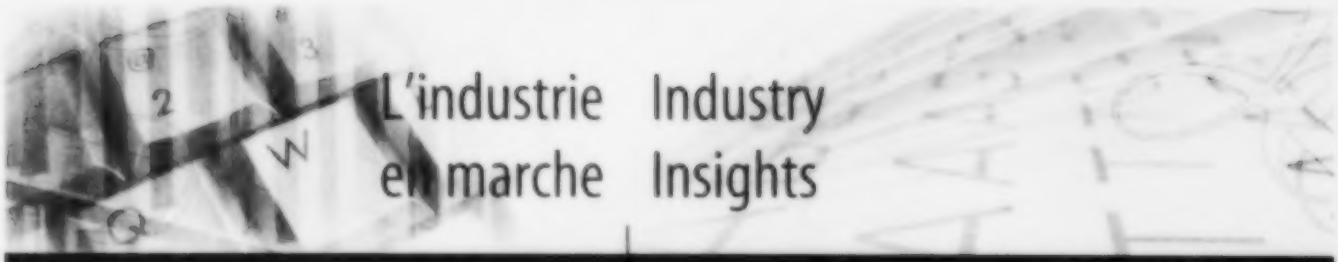
allocated a budget of $18 million over five years ($8 million for scholarships and $10 million for the industry).

The University Scholarship Program in Translation is intended to assist post-secondary institutions that offer a training program leading to a career in a language profession (translation, interpretation, terminology, localization) in recruiting and retaining students. Priority will be given to the bachelor's degree in translation and the master's in interpretation, but the institutions will be able to adapt their projects to their own needs.

The Language Industry Initiative is aimed at building industry capacity in promotion, workforce development and integration of language technologies. The money could be used, for example, for activities designed to raise the industry's profile, offer students internships in the private sector that could lead to a job, or increase the use of language technologies in post-secondary institutions, businesses and non-profit organizations.

Funding agreements are being reached with key partners for each component of the Canadian Language Sector Enhancement Program.

The Translation Bureau is proud to have been chosen as a strategic partner for implementing the *Roadmap for Canada's Linguistic Duality 2008-2013*. Putting into play the initiatives placed under its responsibility represents quite a challenge, but at the same time this responsibility is a mark of confidence in a year when the Bureau is celebrating its 75th anniversary!



L'industrie en marche

Industry Insights

Renee Conuel-Ouellet

Translation: Sybil Brake, C. Tran, and Stephanie McCarthy

La formation de la relève au Bureau de la traduction : une approche singulière... des moyens pluriels

Comme beaucoup de mes jeunes collègues, c'est à titre d'étudiante que j'ai fait mes premières armes au Bureau de la traduction. Voyons que je me rappelle; c'était en... 1971! À l'époque, la *Loi sur les langues officielles* avait à peine deux ans; déjà cependant, le Bureau devait grossir ses effectifs pour être en mesure de satisfaire à la demande grandissante suscitée par l'adoption de cette loi. Aussi offrit-il pendant quelques années à ceux et celles qui, tout comme moi, rêvaient d'une carrière en traduction, un programme de bourses d'études assorti de stages d'été. Avec, à la clé, un emploi dans un service pour une durée équivalant au nombre d'années couvertes par la bourse. Ce premier effort de recrutement et de formation à grande échelle annonçait pour la traduction un avenir prometteur.

Mais qui aurait pu prévoir alors l'essor gigantesque qu'allait connaître la profession, les campagnes massives de recrutement auxquelles il allait mener, l'impulsion qu'il donnerait à la formation? À l'heure de son 75e anniversaire, le Bureau s'inscrit non plus dans un secteur aux contours restreints, mais bien au cœur d'une industrie de la langue foisonnante. Une industrie forte de plus de 2000 entreprises et d'environ 30 000 spécialistes, où le secteur de la traduction détient 6 % du marché mondial et génère chaque année un chiffre d'affaires dépassant les 400 millions de dollars[1]. Une industrie néanmoins qui, quarante ans après l'adoption de la *Loi sur les langues officielles*, se trouve aux prises avec une pénurie de professionnels, le départ à la retraite de toute une génération de traducteurs étant depuis quelques années inexorablement amorcé.

Prévoyant cette vague de départs, le Bureau de la traduction a entrepris, vers la fin des années 1990 et, plus massivement, au début des années 2000, de se doter d'une relève suffisante pour combler le vide. Et pour que cette relève, recrutée essentiellement parmi les diplômés universitaires, puisse atteindre rapidement le niveau de travail requis, il a consenti un investissement majeur dans la formation, en amont et en aval. Voici donc un portrait global de la stratégie de formation mise en œuvre par le Bureau de la traduction.

Training the next generation of Translation Bureau translators: A singular approach using a variety of methods

Like many of my young colleagues do, I started working at the Translation Bureau while I was still a student. That was back in 1971! The *Official Languages Act* was barely two years old, and the Bureau was already having to expand its workforce to meet the rapidly growing demand that legislation had created. To expedite recruitment, the Bureau set up a bursary program with summer work placements for those who, like me, dreamed of a career in translation. And once we graduated, we were given a full-time job in a translation unit for the same number of years as we had spent in the bursary program. That first large-scale recruitment and training effort heralded a bright future for translation.

But who could have foreseen the incredible growth that the profession was going to experience, the massive recruitment campaigns that would be launched—and the boost all this would give to training? Now in its 75th year, the Bureau has expanded far beyond its original purpose. Today it is at the hub of a booming Canadian language industry that boasts more than 2,000 businesses and some 30,000 specialists. The translation sector alone has carved out 6% of the world market and generates total sales of more than $400 million[1] a year. And at the same time, 40 years after the *Official Languages Act* was adopted, the industry is again facing a shortage of language professionals as an entire generation moves inexorably toward retirement.

In anticipation of this wave of departures, the Translation Bureau began another serious recruitment drive to fill the vacancies. Many new translators, primarily university graduates, joined in the late 1990s, and even more were taken on in the early 2000s. To help this next generation of translators reach the required working level quickly, the Bureau has made a major investment in training them, both before and after they graduate. Here is an overview of the strategy we put in place to accomplish this.

Les étapes « préliminaires » : les programmes de stages COOP et de stages en partenariat

Le Bureau de la traduction a besoin, pour accomplir son mandat, de trois catégories de langagiers : des traducteurs, des terminologues et des interprètes. Attachons-nous au cheminement d'un traducteur. Bien sûr, tous n'arrivent pas frais émoulus de l'université. Certains ont déjà derrière eux une expérience de la traduction acquise ailleurs. Il reste que toutes les recrues sont titulaires d'un diplôme universitaire en traduction. Ainsi qu'il l'a fait pour mes collègues et moi dans les années 1970, le Bureau tente d'aller les chercher avant même qu'ils obtiennent leur diplôme. Le Programme de bourses dont j'ai bénéficié n'existe certes plus depuis longtemps (le Conseil du Trésor vient cependant d'approuver un nouveau programme de bourses universitaires en traduction pour combler les besoins de l'industrie), mais le Programme de stages COOP et le Programme de stages en partenariat poursuivent un objectif similaire : donner aux traducteurs en formation la possibilité de se familiariser avec le milieu du travail et fournir aux employeurs, dont le Bureau, une première possibilité de préparer d'éventuelles recrues à la vie professionnelle.

Le Programme de stages COOP

Axé sur l'alternance travail-études, le Programme COOP s'adresse aux étudiants en traduction et en terminologie des universités de Montréal, d'Ottawa et de Moncton, ainsi que de Concordia. Les premiers stages COOP ne se font généralement qu'après un minimum de deux semestres d'études. Le programme comporte trois stages au total, chacun d'une durée d'environ quatre mois.

Le participant se trouve plongé dans la « vraie vie » d'un service, dont il apprend à connaître le fonctionnement et les domaines de travail. Il bénéficie des conseils d'un encadreur et de collègues chevronnés et peut savoir si la carrière de traducteur lui plaira bel et bien… au quotidien!

Tous les étudiants COOP qui ont fait un stage à l'été 2009 avaient été soumis à une entrevue qui comportait notamment des mises en situation et la traduction d'un court texte de l'anglais vers le français ou vice-versa. Ces entrevues ne sont menées qu'au premier stage; par la suite, c'est l'évaluation de l'encadreur qui détermine si l'étudiant peut ou non faire un autre stage au Bureau. Il arrive donc que certains étudiants y fassent leurs trois stages.

Le Programme de stages en partenariat

Pour participer à ce programme, l'étudiant doit être en fin de parcours et s'être inscrit à un cours de trois crédits pour lequel on lui demandera de traduire, vers sa langue dominante, environ 700 mots par semaine pendant 13 semaines. Il s'agira de vrais textes, avec de vrais délais, pour de vrais clients. Chacune de ses traductions sera évaluée selon le barème établi, et son travail fera l'objet d'une évaluation globale au milieu et à la fin du stage, soit après six et

Before graduation: The Co-op and Partnership programs

To carry out its mandate, the Translation Bureau needs three categories of language professionals: translators, terminologists and interpreters. Let's consider the case of translators. Of course, not all of them come to us straight out of university. Some already have translation experience gained elsewhere. Nevertheless, all our new recruits hold a university degree in translation. Just as it did with my colleagues and me in the seventies, the Bureau endeavours to recruit translation students even before they receive their degrees. The bursary program that helped me is long gone, of course (although Treasury Board recently approved a new University Scholarship Program in Translation to meet the industry's needs), but the current Co-op and Partnership programs have similar objectives: they give translators-in-training an opportunity for exposure to the workplace, and they give employers, including the Bureau, a first opportunity to prepare potential recruits for professional life.

Co-op Program

With its focus on alternating study and work terms, the Bureau's Co-op Program is open to translation and terminology students at the University of Ottawa, Université de Montréal, Université de Moncton and Concordia University. As a rule, students must have completed at least two semesters of study before doing their first work placement. The program includes three placements, each lasting about four months.

Participants are immersed in the real world of a translation service, where they are introduced to the various procedures and fields of work. They benefit from the advice of a coach and experienced colleagues, and can see whether they will really enjoy a career in translation…on a daily basis!

All Co-op students who did a placement in the summer of 2009 had an interview that included questions to determine their responses to hypothetical situations and were asked to translate a short text from French to English or English to French. Interviews are conducted prior to the first placement only; subsequent placements with the Bureau will depend on the coach's assessment. Some students may do all three of their placements with the Translation Bureau.

Partnership Program

The Bureau's Partnership Program is open to students nearing the end of their studies. They register in a 13-week course for which they receive three credits, and are given about 700 words each week to translate into their dominant language. These are real texts, with real deadlines, for real clients. Each translation will be assessed according to the established criteria, and the work will be subject to an overall assessment midway through the placement and

13 semaines. Les étudiants peuvent être invités à suivre un deuxième stage, dans le cadre duquel ils auront à traduire 1000 mots par semaine, selon les mêmes conditions. Participent au Programme de stages en partenariat le Collège universitaire Glendon, l'Université du Québec en Outaouais, l'Université de Montréal, l'Université Concordia, le Collège universitaire de Saint-Boniface, l'Université d'Ottawa, l'Université de Moncton et l'Université Laval.

Les stages en partenariat, qui se déroulent à distance, constituent une bonne initiation à la réalité de la traduction, même si les participants ne vivent pas au rythme d'un service. En effet, tout comme les stagiaires COOP, les « partenaires » doivent faire leurs recherches terminologiques et documentaires, consigner les résultats de leurs recherches sur des fiches, s'entretenir avec leurs encadreurs, tenir compte des révisions, entrer leurs corrections, respecter les échéances et se soumettre à des évaluations. Ces stages représentent donc aussi pour le Bureau un excellent moyen de dénicher les traducteurs de talent.

Les « vrais » débuts : le Programme d'apprentissage TR

Pour accueillir ses nouvelles recrues et leur assurer une formation uniforme, le Bureau a mis en place en 2001 le Programme d'apprentissage TR. D'une durée maximale de deux ans, il fixe des objectifs de qualité et de rythme de travail applicables à tous. Le but? Amener progressivement les nouveaux traducteurs (TR-1) au niveau de travail recherché (TR-2) grâce à un apprentissage structuré en cinq volets : 1) participation à une session d'orientation; 2) poursuite d'un plan d'encadrement; 3) encadrement et révision au quotidien; 4) participation à des ateliers de formation; 5) participation à un stage de ressourcement de cinq jours après un an. Le Programme se divise en six étapes, les quatre premières d'une durée de trois mois chacune et les deux dernières, de six mois chacune. Le traducteur est évalué à la fin de chaque étape. Il obtient sa promotion lorsqu'il répond à toutes les exigences de la sixième étape. Chacun progresse à son rythme. Si certains sont promus très rapidement, après quelques étapes seulement, la plupart ont besoin des deux années prévues pour atteindre le niveau de travail.

La session d'orientation

À leur entrée en fonction, les nouvelles recrues sont conviées à une session d'orientation de cinq jours pendant laquelle elles s'initient à la structure et au fonctionnement du Bureau, aux rouages de l'administration fédérale et aux documents importants pour les processus décisionnel, financier et redditionnel (par exemple le mémoire au Cabinet et la présentation au Conseil du Trésor). Elles reçoivent également de l'information sur différentes politiques (éthique, sécurité, congés, conflits d'intérêts), sur les ressources à leur disposition (Services documentaires, *TERMIUM Plus*®) et, cela va de soi, sur les tenants et aboutissants du Programme d'apprentissage TR.

again at the end, after six and 13 weeks. The students may be invited to do a second placement, during which they will have to translate 1,000 words each week, under the same conditions. The following institutions participate in the Partnership Program: the University of Ottawa, Glendon College, Université du Québec en Outaouais, Université de Montréal, Concordia University, Collège universitaire de Saint-Boniface, Université de Moncton and Université Laval.

Partnership practicums offer a distance learning experience. However, they are still a good introduction to the realities of translation, even though participants do not experience the day-to-day workings of a translation unit. Like Co-op students, the partners must do their terminological and documentary research and record the results, talk with their coaches, take note of revisions, enter the corrections themselves, meet deadlines and have their work evaluated. These practicums are also an excellent way for the Bureau to spot talented translators.

After graduation: The TR Learning Program

To welcome its new recruits and give them standardized training, the Bureau instituted the TR Learning Program in 2001. Participation in the program is for a maximum of two years, with quality and pace-of-work objectives that apply to all trainees. The goal? To progressively bring new translators (TR-1) to the desired working level (TR-2) through a five-part structured learning program in which they (1) participate in an orientation session, (2) follow a developmental plan, (3) receive daily coaching and revision, (4) attend training workshops and (5) participate in a two-day individual skills review after the first year. The Learning Program is divided into six phases: the first four last three months each and the final two, six months each. Translators are evaluated at the end of each phase. They progress at their own pace and are promoted when they meet all the requirements of the sixth phase. Though some are promoted very quickly (after only a few phases), most need the full two years to attain the working level.

Orientation session

When they begin their employment, new recruits attend a five-day orientation session during which they are introduced to the structure and operations of the Bureau, to the workings of the federal government and to the documents that underpin government decision-making, financial management and accountability processes (for example the Memorandum to Cabinet and the Treasury Board Submission). They are also briefed on various government policies (ethics, security, leave, conflict of interest), on available resources (Documentation Centre, *TERMIUM Plus*®) and, of course, on all aspects of the TR Learning Program.

Le stage de ressourcement

Le stage de ressourcement s'adresse aux traducteurs encore au niveau TR-1 qui ont terminé la première année du Programme d'apprentissage. Par petits groupes de six, et avec l'aide de deux formateurs du Service de la formation, de l'évaluation et du recrutement TR, ils profitent de cette « pause » pour faire le point sur leurs forces et leurs faiblesses et entamer une démarche d'autoperfectionnement propre à appuyer leur cheminement vers le niveau de travail (TR-2). Ces stages sont personnalisés : chaque participant se voit proposer un programme spécialement conçu en fonction de ses besoins, et le travail individuel (lectures, remaniement d'échantillons, traduction à vue ou sans outils, travail en urgence, etc.) est entrecoupé d'activités collectives (sur la démarche de traduction notamment) suscitant la réflexion et des échanges fructueux. Les participants retournent dans leur service avec un plan d'autoperfectionnement qu'ils réaliseront avec l'aide de leur encadreur.

L'encadrement et la révision au quotidien

Dans le cadre du Programme d'apprentissage TR, les recrues bénéficient au quotidien de l'accompagnement d'encadreurs qui révisent leur travail, leur signalent les points forts et les faiblesses de leurs traductions, les orientent quant au choix des sources à consulter, leur expliquent le fonctionnement des clients du service et favorisent leur intégration à l'équipe et au Bureau. De plus, les évaluations faites par l'encadreur à la fin de chaque étape permettent au traducteur en formation d'avoir régulièrement l'heure juste et de pouvoir rectifier le tir au besoin. Ce travail au jour le jour constitue la base de la formation et du perfectionnement des traducteurs débutants.

Les compléments de formation

Le Répertoire des activités de formation

Autre source de formation pour le traducteur en début de carrière, le Répertoire des activités de formation du Bureau de la traduction propose une multitude d'ateliers langagiers. Certains portent sur des difficultés particulières, comme les séries Problèmes fréquents en traduction et Traduire le monde; d'autres sont axés sur le perfectionnement, comme l'atelier de reformulation. Pendant la première année du Programme d'apprentissage, le traducteur débutant pourra s'inscrire à cinq journées de formation choisies avec son encadreur en fonction de ses besoins particuliers.

La formation offerte par les associations professionnelles

Outre les produits du Bureau, le traducteur débutant (comme le traducteur chevronné, du reste) peut se prévaloir d'une panoplie d'activités de formation continue offertes par l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ) et l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO). L'Ordre donne ses

Skills review session

The skills review is intended for translators who are still at the TR-1 level after their first year in the Learning Program. They meet individually with a trainer from the Training, Evaluation and TR Recruiting Service. Away from their regular unit, they spend two days reviewing their strengths and weaknesses and laying a foundation for continuous learning and development that should help them move forward on their path to the working level (TR-2). In these personalized sessions, participants have a program tailored to their needs that includes reviewing previously submitted samples of their translation, reading pertinent entries in various language resources, doing exercises on translation and on proofreading or specific points of grammar as needed, and reflecting on and discussing various aspects of the translation process. They return to their unit with a plan for self-development that they will put into practice with the help of their coach.

Daily coaching and revision

In the TR Learning Program, recruits benefit each day from the support of a coach who revises their work, gives them feedback on the strengths and weaknesses in their translations, points out the best sources to consult, explains the functioning of the unit's clients and helps them find their footing within the team and within the Bureau. In addition, the coach's written evaluation at the end of each phase of the Learning Program lets the translators-in-training know, on a regular basis, how they are progressing and where they may need to refocus their efforts. This day-to-day work is the foundation of the training and development of beginner translators.

Additional training and development

Directory of training activities

Another resource for translators starting out is the Translation Bureau's directory of training activities, which contains a list of language-related workshops such as the Recurrent Translation Problems series, focusing on specific translation difficulties, or the Self-Revision workshop, focusing more on development. During the first year of the Learning Program, beginner translators can register for five days of training, chosen with the help of their coaches according to their particular needs.

Training offered by professional associations

In addition to the various training activities provided by the Bureau, beginner translators (like their more experienced colleagues) can avail themselves of a wide range of continuous learning activities offered by the Association of Translators and Interpreters of Ontario (ATIO) and the Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ). ATIO gives its courses in Ottawa

formations à Montréal, à Gatineau et à Québec. De plus, il vient d'inaugurer une Formathèque, site de formation continue en ligne qui propose pour le moment trois cours. L'ATIO, pour sa part, donne ses cours de formation continue à Ottawa et à Toronto. Pour se renseigner ou s'inscrire, il suffit de visiter les sites Internet des deux associations. Enfin, l'essor des professions langagières et le foisonnement des besoins en formation ont suscité l'émergence d'écoles de formation continue en traduction, aussi bien en milieu universitaire que dans le secteur privé (ex. : Magistrad).

Les recrues en révision : formées pour former

Il va sans dire que la formation des recrues doit être confiée à des mains expertes. Or, nombre de réviseurs chevronnés sont déjà partis à la retraite ou pourraient le faire dans un avenir rapproché. Le Bureau devait donc se hâter s'il voulait permettre à ses éléments les plus expérimentés de transmettre leur savoir. Dans cette optique, il a mis en place en 2007 le Programme de formation de la relève TR-3. Plusieurs groupes d'aspirants réviseurs ont ainsi bénéficié pendant un an de l'encadrement d'un réviseur d'expérience et de blocs de formation structurés portant sur les différents aspects de la tâche : révision, contrôle de la qualité, supervision d'équipe, évaluation du rendement, procédures contractuelles. La relève en révision s'occupe donc d'ores et déjà de former les recrues en traduction.

Et pour conclure...

La qualité de la formation constitue l'un des pivots de l'industrie langagière, dont elle favorise la vitalité et l'essor et contribue à façonner l'image de marque. Les principaux acteurs – universités, associations et Bureau de la traduction – l'ont bien compris et s'emploient, de concert, à former les traducteurs d'aujourd'hui et de demain, des traducteurs qui sauront mettre les outils informatiques les plus poussés au service de leur amour de la langue. ■

NOTE

1 [illegible]

and Toronto, while OTTIAQ conducts its sessions in Montréal, Gatineau and Québec. And OTTIAQ has just launched Formathèque, an online site that is currently offering three courses. For information or to register, translators can simply visit the Web sites of the two associations. Lastly, in response to the rapid expansion of the language professions and the soaring demand for training, universities and private enterprises are now offering continuous learning courses in translation (Magistrad is one example).

Revision recruits: Trained to train

It goes without saying that the training of recruits must be entrusted to experts. But a number of experienced revisers have already retired or could retire in the near future. The Bureau had to move quickly to ensure that those with the most experience could pass their knowledge on. In 2007, therefore, it introduced the TR-3 Succession Training Program. Over the course of a year, several groups of aspiring revisers were coached by experienced revisers and attended structured blocks of training dealing with the various aspects of the work, such as revision, quality control, team supervision, performance evaluation and contracting-out procedures, with the result that the next generation of revisers has already begun training translation recruits.

And to conclude...

The growth, the vitality and the image of the language industry are all dependent on the quality of training. The key players—universities, professional associations and the Translation Bureau—have understood this. Together, they are working to train the translators of today and tomorrow, whose skills must now include mastering the latest in computer-based tools as they pursue their love of language. ■

NOTE

1 [illegible]

Mots de tête

Frédelin Leroux fils

« à ou ou? »

Il y a cinq à six morts par mois.
(Rolande Allard-Lacerte, *Le Devoir*, 10.6.92)

C'est sans doute de mon intérêt pour les oiseaux que m'est venue l'idée de ce billet. À force de lire dans les guides que la femelle pond « 3 à 4 œufs[1] », « 4 à 5 œufs[2] » ou « six à sept œufs[3] », j'ai fini par m'interroger sur la condamnation dont cet usage fait l'objet.

Ce tour est condamné depuis longtemps, aussi bien chez nous qu'en France. Ici, Raoul Rinfret[4] énonce la règle dès 1896 : « Entre deux nombres consécutifs, il faut employer la conjonction *ou* lorsque le substantif qui suit est indivisible, et *à* s'il est divisible : *Il y avait sept ou huit personnes. Il y a cinq à six lieues.* » Quelques années plus tard, l'abbé Blanchard[5] se contentera de rappeler la forme fautive à éviter.

En France, la condamnation émanerait de l'Académie elle-même, d'après le vieux Clifton-Grimaux[6]. À la suite de l'exemple « *Sept à huit chevaux*, seven or eight horses », les auteurs ajoutent : « In such phrases as this last, the French Academy condemns the use of *à* and recommends *ou* instead of it, because the objects in question are indivisible units. » C'est effectivement ce qu'on trouve à partir de la 6[e] édition (1835) du dictionnaire : « *À* se place aussi entre deux nombres consécutifs lorsqu'ils se rapportent à des choses qui peuvent se diviser par fractions. *Deux à trois livres de sucre.* On dit, *Cinq ou six personnes*, et non, *Cinq à six personnes.* »

Depuis, bien des ouvrages ont emboîté le pas, notamment un *Ne dites pas… Mais dites…* de 1926 : « *À* ne s'emploie dans les évaluations que quand la quantité dont il s'agit peut être fractionnée[7]. » Et les dictionnaires des difficultés plus récents, comme le fameux Thomas[8] : « Placé entre deux nombres, *à* laisse supposer une quantité intermédiaire qui peut être fractionnée. » Jean-Paul Colin[9] dit la même chose : « Il faut employer *à* si l'écart entre deux unités indivisibles est supérieur à *deux*, et employer *ou* dans le cas contraire : cinq ou six acteurs en face de quinze à vingt spectateurs. » Il reconnaît que de bons écrivains l'emploient souvent, mais « à tort ».

Maurice Grevisse[10] a consacré à ce problème un bel article dont je vous recommande la lecture. Il cite plusieurs grands auteurs qui font cette « faute » : Voltaire (*Essai sur les mœurs*), Stendhal (*Henry Brulard*), Flaubert (*L'Éducation sentimentale*), Maurice Barrès (*Jardin de Bérénice*). Il signale aussi que Bescherelle (l'auteur du *Dictionnaire universel de la langue française*) est d'avis quant à lui qu'on peut dire « sept à huit femmes » ou « sept ou huit femmes », selon ce qu'on a en tête. Dans le premier cas, le nombre monte peut-être à sept et tout au plus à huit; dans le second, il y avait peut-être sept femmes, peut-être huit… Comme dit Grevisse, « la distinction est subtile ».

Outre ces exemples, j'en ai trouvé plusieurs, dont un qui est antérieur de quelques années à celui de Voltaire, chez l'auteur de *Gil Blas* : « Je fus à peine arrivé que sept à huit domestiques parurent[11]. » Louis-Sébastien Mercier[12] parle de « cinq à six complaisants subalternes ». Ferdinand Brunot[13], dans son histoire monumentale de la langue, cite un document de 1809 : « les *pots-de-chambre**, cabriolets à deux roues, où six à sept personnes peuvent tenir ». Un futur académicien[14] n'est pas loin de trouver que l'on s'entasse un peu trop dans « ces voitures de place, où on trouve le moyen de faire entrer sept à huit personnes ».

Décidément, Stendhal avait un faible pour cette tournure. Outre les deux exemples de Grevisse et ceux du *Trésor de la langue française* (*La Chartreuse de Parme* et *Lucien Leuwen*), j'en ai trouvé un dans ses *Mémoires d'un touriste* : « il n'y a pas un banquier à Paris qui ne sache trouver sept à huit bons commis[15] ». Tocqueville[16], dans ses *Souvenirs*, ne la déteste pas non plus : « il avait été au nombre des sept à huit républicains ». Trois bons auteurs contemporains l'emploient : Louis Guilloux[17] : « elle n'embaucherait pas plus de quatre à cinq ouvrières »; Henri Calet[18] : « des logements de cinq à six pièces »; et Jean Giono, chez qui j'en ai trouvé trois exemples, dont celui-ci : « Je vois sept à huit maisons à peine[19] ».

* J'ai cru un moment que notre expression « la paix dans le pot de chambre » pouvait avoir comme origine le fait pour deux personnes de se retrouver en tête-à-tête dans ce genre de cabriolet, mais si six à sept personnes peuvent y tenir…

Chez nous, avant que Rinfret ne l'épingle, nous commettions cette faute depuis au moins trente ans. Louis-Joseph Papineau l'emploie dans un discours prononcé devant l'Institut canadien en décembre 1867 : « les pertes furent trois à quatre dans les gros bataillons[20] ». Notre fameux pourfendeur d'anglicismes, Arthur Buies (*Anglicismes et barbarismes*), glisse les deux tournures dans la même phrase : « quatre à cinq chapelles protestantes et deux ou trois églises catholiques[21] ». Un dernier exemple québécois, qui nous ramène à mes oiseaux : « J'aperçus cinq à six de ces grands oiseaux[22]. »

S'il est vrai que l'Académie condamne cet usage, il n'y en a plus trace dans les deux dernières éditions (8e et 9e) de son dictionnaire. On ne trouve que ceci (*à ou*) : « Avec des nombres consécutifs, on emploiera soit *ou*, soit *de à*, *ou* marquant davantage l'indétermination, *de à* posant la limite supérieure de l'évaluation : *Il a écrit sur ce sujet quatre ou cinq pages remarquables. Vous rédigerez un compte rendu de quatre à cinq pages.* » C'est la distinction subtile que faisait Bescherelle.

Mais les 3e (1740) et 4e éditions (1762) nous réservent une agréable surprise : « *À*, entre deux noms de nombre, signifie *environ*. Ainsi on dit : *Il y avoit six à sept femmes dans cette assemblée*[**]. »

Dans la 5e (1798), on a étoffé un peu : « *À*, entre deux noms de nombre, signifie *Entre* ou *environ*. Ainsi on dit : *Il y avoit six à sept femmes dans cette assemblée*, pour dire, *Il y avoit environ six à sept femmes.* » Ce n'est donc qu'à partir de la 6e édition (1835) que cet usage est condamné.

Ainsi, tous ceux qui ont usé de ce tour avant 1835 ne faisaient pas de faute. Comme celui qui écrit en 1833 : « chaque bâtiment est pourvu de 6 à 7 chaloupes[23] ». Mais lorsque Stendhal écrit en 1839, « il se glissa entre sept à huit gros arbres » (*Chartreuse*), il en commet une? J'avoue que j'ai du mal à accepter qu'autant de gens soient aujourd'hui condamnés à faire une faute en préférant *à* à *ou* parce qu'il s'est glissé quelque puriste influent dans les rangs de l'Académie entre la 5e et la 6e édition… Je crois que si vous avez la patience d'attendre la 10e édition, l'Académie reviendra un jour à de meilleurs sentiments.

En attendant, je laisse le mot de la fin à Grevisse : « comme il arrive chaque fois que des prescriptions syntaxiques offrent une certaine complication, l'Usage en prend à son aise et renverse, quand il lui plaît, les petites barrières des faiseurs de *Ne dites pas…* » Amen. ■

NOTES

1. Jiri Felix, *Les oiseaux aquatiques*, Marabout, 1975, p. 52 (traduit du tchèque par Madeleine Gasnier).
2. Ibid., *Les oiseaux de mer et de rivage*, Marabout, 1977, p. 88.
3. Michel Van Havre, *Observez les oiseaux*, Marabout, 1980, p. 209.
4. *Dictionnaire de nos fautes contre la langue française*, Cadieux & Derome, Montréal.
5. Étienne Blanchard, *Dictionnaire de bon langage*, Montréal, s. éd., 1914.
6. *A New Dictionary of the French and English Language* (français-anglais), Garnier, 1881.
7. Étienne Le Gal, *Ne dites pas… Mais dites…*, Delagrave, 1926.
8. Adolphe V. Thomas, *Dictionnaire des difficultés de la langue française*, Larousse, 1956.
9. Jean-Paul Colin, *Dictionnaire des difficultés du français*, coll. Les usuels du Robert, 1980.
10. *Problèmes de langage*, 3e série, Duculot, 1964, p. 184-190.
11. Alain René Lesage, *Gil Blas de Santillane*, Garnier-Flammarion, 1977, p. 477 (paru en 1745).
12. *Le tableau de Paris*, FM/Découverte, 1979, p. 161 (chronique parue en 1781).
13. *Histoire de la langue française*, tome X, 2e partie, Armand Colin, 1968, p. 899.
14. Étienne de Jouy, *L'hermite de la Guiane*, t. 2, Pillet, Paris, 1816, p. 264.
15. *Mémoires d'un touriste*, FM/La Découverte, p. 140 (paru en 1838).
16. Alexis de Tocqueville, *Souvenirs*, Folio, p. 154 (écrits en 1850-51).
17. *Le pain des rêves*, Folio, 1977, p. 466 (Gallimard, 1942).
18. *Le Croquant indiscret*, Grasset, 1955, p. 126.
19. *Les Grands chemins*, La Pléiade, t. V, 1980, p. 472 (paru en 1951).
20. « Un testament politique », in *Études françaises*, vol. IX, no 3, août 1973, p. 246.
21. *Chroniques canadiennes*, Leméac, 1978, p. 276 (chronique datée d'octobre 1872).
22. Jean-Charles Harvey, *Des bois, des champs, des bêtes*, Éditions de l'homme, 1965, p. 92.
23. Paul Tiby, « Pêche de baleine », *Dictionnaire de la conversation*, Belin-Mandar, Paris, p. 150.

** Littré est heureux que l'Académie ait changé d'avis dans sa 6e édition. Mais curieusement, en reprenant cet exemple, les « femmes » de l'assemblée sont devenues des « personnes »…

The secrets of syntax (Part 2)

Frances Peck

Volume 6/3 • September/September 2009

In the last *Language Update* I presented some ways of playing with the basic subject + verb + object syntax of the English sentence to build anticipation and emphasis. In this issue we will look at how rearranging syntax can make written material, whether a report or a newsletter or a Web site, more readable by boosting rhythm and adding variety.

1. Rhythm

Why think about rhythm?

> A writer's pursuit of stylistic fluency is not complete without attention to the music created by words and sentences—to the rhythm of language.
>
> —Doug Babington and Don LePan, *Brookview Guide to Writing*

Rhythm is by no means the sole province of poets and musicians. Anyone who has encountered a prose passage that pleases the ear as well as the mind knows the satisfaction that comes from the rhythm of words. With the possible exception of user manuals and other instructions, writing that has a spring in its step (to mangle a metaphor) stands a far greater chance of being read than prose that plods doggedly along.

Rhythm and syllabic stresses

Rhythm in writing comes largely from alternating stressed and unstressed syllables. Strict rhythm that follows a definable meter may be overkill in some workplace writing, but in the right situation—opening or closing sentences, headings, tag lines, speeches—it can be the secret to crafting a memorable sentence.

I remember several years ago having to write a promotional blurb for an upcoming punctuation workshop. Most of the description was finished, but I was struggling with the opening line. Here's what I had:

> As the old saying goes, God is in the details.

For reasons I couldn't articulate, I wasn't happy with the sentence. As a lead-in meant to capture readers' attention, it seemed flat, and through no fault of the content, not quite right. I tinkered, then tinkered some more, then came up with this:

> God is in the details, the old saying goes.

Suddenly, the sentence came alive. It had rhythm. Specifically, it had trochee, a pattern that switches between stressed and unstressed syllables (think of *pick*-up *lucky*). Trochee is an easy rhythm to overuse—too much of it and your report will sound like something from Mother Goose—but for this one important sentence, it did the trick.

Below is another example of how tighter rhythm can lift a sentence to a new level.

> A few were lucky enough to escape the fire.
>
> A lucky few escaped the fire.

The second sentence relies on iamb, a pattern that, in a reversal of trochee, alternates unstressed and stressed syllables (*in*-tense re-*lief*). The sentence, as brief as it is, has music in it.

Rhythm and intonation

Rhythm in writing also comes from intonation, the way the voice naturally rises and falls as it moves through a sentence. The easiest way to create rhythm through intonation is to repeat a series of parallel phrases or clauses, a technique delightfully wielded by novelist Tom Wolfe:

> He loved all those board meetings too much, loved being up on the dais at all those banquets too much, loved all those tributes to Inman Armholster the great philanthropist, all those junkets to the north of Italy, the south of France, and God knew where else on Armaxco's Falcon 9000, all those minions jumping every time he so much as crooked his little finger.
>
> —Tom Wolfe, *A Man in Full*

2. Variety

Why think about variety?

> This writing is boring. Boring!
>
> —Nearly every reader (even you) at one time or another

No one, no matter how disciplined or earnest or technically minded or scholarly, really *wants* a steady diet of monotonous sentences. And monotony is exactly what we get with an unending cascade of subject + verb + object sentences. Take note of the length and structure of your sentences and don't be afraid to mix it up from time to time, even in formal, businesslike writing. The only risk you run is that readers might find the material (heaven forbid) appealing.

Variety and sentence length

Sentences all the same length? That's a recipe for monotony. Most types of writing benefit from a framework of medium-length sentences with some longer and shorter ones hammered on for good measure. It can be especially effective to follow a long sentence with a short one. Doing so highlights the short sentence.

> Many scientists hail Dr. Spudnik's research as groundbreaking, stressing its relevance to both the practice and study of agriculture. We disagree.

Variety and sentence type

Most writing relies on the declarative sentence (statement). To shake things up, try an occasional interrogative (question) or imperative (command). Besides injecting variety, the change adds emphasis and speaks directly to the reader.

> According to the United Nations Food and Agriculture Organization, the world consumes roughly 3.5 billion cubic metres of wood each year. How much wood is that?

> Coal-burning plants undoubtedly harm the environment in various ways, one of which is contributing to acid rain. But consider the alternatives.

Another way to liven up prose is to mix cumulative and periodic sentences. If your response to that advice is "Huh?" you're not alone. These sentence types aren't well known outside the world of grammar and rhetoric.

The cumulative sentence, also known as the "loose" sentence, is the more common type in English. A cumulative sentence begins with the main idea in an independent clause, then tacks on elaborating details. The cumulative sentence to some extent mirrors how we speak: we usually first articulate the idea on our mind, then add caveats, embellishments and so forth. This similarity gives cumulative sentences a more conversational feel.

> One company that has readied itself for climate change is Trees 'R' Us, a medium-sized, family-owned forest products company with a long history in western Canada.

> Perfectionism will ruin your writing, blocking inventiveness and playfulness and life force (these are words we are allowed to use in California).
>
> —Anne Lamott, *Bird by Bird*

The periodic sentence, on the other hand, builds up to the independent clause, which occurs at the end. Because periodic sentences delay the main message, they seem more carefully composed, less likely to have hurried off the tongue. Their more ordered, "writerly" flavour provides a nice counterpoint to cumulative sentences. They are also the perfect structure when your main message is striking or surprising.

> Thanks to the combined efforts of government and industry, and with funding from the largest research unit in eastern Canada, the 3G (Garbage Going Green) program has developed dozens of new uses for recycled material.

> Early one morning, under the arc of a lamp, carefully, silently, in smock and leather gloves, old Doctor Manza grafted a cat's head onto a chicken's trunk.
>
> —Dylan Thomas, "The Lemon"

Variety and sentence openings

Finally, if all sentences in a document begin the same way (for example, with the subject), the reader will soon be hypnotized, and not in a good way. Vary sentence openings to break the pattern.

Transitional words and phrases

> The boy's elders told him that young warriors build strength and wisdom by making mistakes, by learning from failure. Yet what did they know about fighting dragons?

> She barely escaped being swept away in the icy mountain stream. *After that*, her outlook on adventure changed drastically.

Adjectives and adverbs

> *Bleak* but *elated*, the climbers hoisted themselves onto the rocky peak.

> *Surprisingly*, no one disputed Leo's self-proclaimed title of Gyroscope Guru.

Phrases and dependent clauses

> *Sitting in the window and surveying the lavender fields below her*, Aimee felt happy and lucky to be alive.

> *To qualify for flight training*, you must be in good physical condition and pass a written test.

> *As the soothsayer had foretold*, the crops wilted and a pestilence settled upon the livestock. ■

Traduire dans le domaine de la sécurité, c'est dur, dur, dur!

Inès Cardinal

Depuis le 11 septembre 2001, la lutte contre les dangers liés aux incidents de nature chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN) est devenue une priorité au Canada : on craint de plus en plus les actes de terrorisme. Ainsi, il est essentiel de bien protéger les intervenants d'urgence (militaires, pompiers, policiers, etc.) contre les agents chimiques, les virus et les radiations qui contamineraient l'environnement en cas d'attaque avec une arme CBRN. Le gouvernement souhaite donc rendre leur équipement plus résistant, afin de pouvoir faire face à ces nouvelles réalités. Dans ce contexte, le verbe *to harden* fait souvent surface et donne bien du fil à retordre aux traducteurs.

La notion

Disons d'abord que ce n'est pas une notion facile à cerner. Le terme *to harden*, même s'il est très répandu, n'est peut-être pas le meilleur en anglais pour désigner l'idée de rendre quelque chose plus résistant. Il existe plus d'une définition du terme *to harden*. Selon un dictionnaire de langue générale, la notion est assez limitée :

> To protect from blast, heat, or radiation (as by a thick barrier or placement underground)

Un dictionnaire spécialisé nous donne une définition plus large dans le domaine militaire :

> To protect and strengthen an object (e.g. air craft shelter, command post, missile silo) with reinforced concrete, steel or earth so that it resists damage resulting from a conventional or nuclear explosion. Satellites can be hardened to survive laser attacks and the effects of electromagnetic pulse (EMP) associated with nuclear detonation. With regard to the latter, most military equipment is shielded to endure EMP and continue to properly function[1].

Pour sa part, le ministère de la Défense du Royaume-Uni propose, pour le terme *hardness*, une définition spécialisée dans le domaine de la lutte contre les incidents CBRN :

> The capability of an equipment to withstand the damaging effects of CBRN [chemical, biological, radiological and nuclear] contamination and decontamination agents and procedures[2].

Donc, dans la langue générale, l'adjectif *hardened* s'applique surtout à des objets qui sont physiquement durs. On dit d'un objet « qui résiste à la pression, au toucher, qui ne se laisse pas entamer ou déformer facilement » qu'il est *dur*. Cependant, un objet ne doit pas nécessairement être dur pour correspondre à la troisième définition, dont le sens est très vaste. Dans l'exemple suivant : « Primarily designed to integrate with the CRYE Frontliner CBRN garment protection system, the Hydration Vest holds a CamelBak chemically-*hardened* bladder which can store up to 3 litres of water », le sac en question n'est pas *dur*. Le terme suggéré, « to strengthen (as a machine) for better resistance to wear, stress and abuse », convient davantage, car il ne se limite pas à la dureté.

Un usage… répandu

En français, on emploie parfois le terme *durcir*, dans le domaine militaire et le domaine de la sécurité, pour désigner cette notion. Ce terme et ses dérivés (*dur*) et *durcissement*) sont maintenant souvent employés dans ce sens. À titre d'exemple, on trouve *abri dur*, *site dur* et *durcissement* pour traduire respectivement *hardened shelter*, *hardened site* et *hardening*[3]. Un document du Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire parle de *composants électroniques durcis*[4]. Sur Internet, le terme *ordinateur dur* est très répandu. On trouve également *durcissement électronique* dans un article de Wikipédia[5]. Selon l'auteur, le durcissement comprend les phases de conception, de réalisation ainsi que les essais qui servent à rendre un objet résistant. Cependant, *durcir* signifie « rendre dur, plus dur ». Cette définition peut s'appliquer si on parle d'un abri ou d'un blindage qui serait physiquement plus dur, mais pas dans le cas d'un ordinateur ou d'une combinaison protectrice. Le sens de *durcir* n'est donc pas suffisamment étendu pour bien rendre le terme *to harden*.

Un terme qui colle à la réalité

Au contraire, les dérivés du verbe *renforcer* (rendre plus fort, plus résistant) présentent l'avantage d'englober tous les aspects de la notion. Le terme peut s'appliquer à un blindage, à un char de combat, à un ordinateur ou à un équipement électronique. Par ailleurs, *renforcer* désigne autant la protection installée par-dessus un objet déjà existant que la protection intégrée au moment de la fabrication. Par exemple, on peut renforcer du plastique en y ajoutant de la fibre de verre ou de la fibre de carbone. La protection peut prendre la forme de

plaques, d'enduits, de matériaux spéciaux ou autres. Voici des exemples du terme *renforcé* employé dans le sens de *hardened* :

- *ordinateur renforcé* (Recherche et développement pour la défense Canada)
- *textile renforcé* (dans le cas des gants de pompier)
- *vêtements de protection renforcés* (pour se protéger pendant l'utilisation d'outils électriques)
- *céramiques en vrac renforcées de carbure de silicium* (Guide des contrôles à l'exportation du Canada)
- *capteur renforcé* (instrument de mesure employé dans un conteneur maritime).

Certains de ces termes sont tirés de traductions. Les versions originales parlent de *ruggedized*, *rugged* et *reinforced*. De plus, dans le Journal officiel de l'Union européenne, on trouve le terme *ruggedized equipment* rendu par *équipement renforcé*. Dans le domaine de la protection contre les impulsions électromagnétiques, on rencontre le terme *hardened equipment*, lui aussi traduit par *équipement renforcé*.

Le terme *renforcé* permet d'éviter une forme redondante résultant de l'utilisation du verbe *protéger*. Ainsi, *hardened protection equipment* se traduit par *équipement de protection renforcé* plutôt que par *équipement de protection protégé*.

Autres solutions examinées

Le terme *revêtement* risque de ne pas inclure tous les aspects que recouvre la notion *to harden*. Un revêtement est « ce qui revêt (un matériau, une substance) pour protéger, consolider, isoler ». Un *revêtement* ne peut pas être à l'intérieur de l'objet ou en faire partie.

Le terme *blindage* s'applique en général aux constructions militaires ou à la protection contre les radiations et certains effets électromagnétiques nuisibles dans le domaine des sciences.

Quant au terme *cuirasse*, il fait surtout référence au revêtement d'un navire de guerre ou d'un char de combat, ou à la partie d'une armure qui recouvre le buste. Dans le domaine de la zoologie, *cuirasse* signifie « revêtement protecteur ». On parle de la cuirasse d'une tortue, d'un crustacé ou d'un insecte.

On utilise le terme *habillage renforcé* pour décrire l'intérieur d'une ambulance ou la coque d'un appareil électronique. L'habillage est une « couverture en bois, en métal, en plastique, qui protège ou embellit un appareil, un tuyau, un mur… (L'habillage peut jouer un rôle de protection contre l'incendie, voire de protection thermique ou phonique) ». Par contre, les tournures comme *équipement de protection habillé* ou *ordinateur habillé* rendent mal le sens de l'anglais. Dire d'une combinaison de protection qu'elle est *habillée* risque de créer de la confusion, car *habillé* signifie aussi « qui a revêtu une tenue élégante, un habit de cérémonie ».

Le mot juste

En conclusion, les termes comme *durci*, *blindage* et *revêtement* sont trop restrictifs. Les termes *cuirasse* ou *habillage* risquent, en plus, de créer un effet étrange en français, car ils sont surtout employés dans d'autres domaines. Donc, le verbe *renforcer* et ses dérivés (renforcé, renforcement) sont mieux adaptés pour rendre les notions associées aux termes *to harden* et *hardening*. Les traducteurs auront maintenant une solution pour traduire ce terme récurrent dans le domaine de la sécurité. ■

NOTES

1. http://www.merriam-webster.com, *Merriam-Webster en ligne* (20090416).
2. Stephen F. Tomajczyk, *Dictionary of the Modern United States Military*, Jefferson (North Carolina), Macfarland & Company, 1996.
3. http://www.asf.mod.uk, Ministry of Defense – United Kingdom, "CBRN Hardening" (20090416).
4. *Le Petit Robert* 2006.
5. http://www.templayfrontline.co.uk, "CBRN Hydration Vest – for fast and effective on the go hydration" (20090416).
6. http://www.merriam-webster.com, *Merriam-Webster en ligne* (20090416).
7. Philippe Rostaing, *Dictionnaire des forces terrestres*, Paris, La Maison du Dictionnaire, 2000.
8. http://ripa.cepn.asso.fr, Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire, « Guide méthodologique pour la mise en œuvre de la démarche d'optimisation de la radioprotection au poste de travail : cas de l'exposition externe corps entier » (20090416).
9. *Le Petit Robert* 2006.
10. *Ibidem*.
11. *Journal officiel de l'Union européenne* du 9 février 2009.
12. *Le Petit Robert* 2006.
13. http://atilf.atilf.fr, *Le Trésor de la langue française informatisé* (20090416).
14. *Ibidem*.
15. *Ibidem*.

Cinquante ans d'interprétation parlementaire*

Jean Delisle

Remerciements. Nous tenons à exprimer notre reconnaissance à la *Revue parlementaire canadienne*, qui nous a permis de reproduire cet article, paru dans le Volume 2, n° 2, été 2009.

Sur le plan linguistique au Parlement, le 15 janvier 1959 est un jour historique, car il marque l'inauguration de l'interprétation simultanée à la Chambre des communes. Au cours de la campagne électorale de 1958, John Diefenbaker avait promis aux Canadiens français les chèques bilingues et la « traduction instantanée » des débats de la Chambre. À l'élection du 31 mars, son parti remporta la plus forte majorité parlementaire de l'histoire du pays, soit 208 sièges sur 265, dont 50 des 75 sièges au Québec. Depuis le 15 janvier 1959, tous les discours, toutes les interventions, tous les débats des parlementaires, indépendamment de leur allégeance politique, sont interprétés instantanément. Les élus unilingues peuvent s'y exprimer librement dans leur langue et avoir l'assurance d'être entendus de tous, y compris des visiteurs et journalistes présents dans les tribunes. Ce nouveau service est perçu comme une nécessité constitutionnelle de nature à renforcer concrètement, et pas uniquement d'un point de vue symbolique, le caractère bilingue du Parlement, clé de voûte des institutions canadiennes. Cet article rend compte de l'évolution de l'interprétation simultanée au Canada.

La mise en place du service d'interprétation simultanée n'a pas déchaîné les passions, comme ce fut le cas, vingt-cinq ans plus tôt, du projet de loi visant à centraliser les services de traduction au sein de l'administration fédérale, projet qui a abouti en 1934 à la création du Bureau des traductions. Autant le projet de loi du secrétaire d'État Charles H. Cahan avait provoqué une violente levée de boucliers chez les traducteurs et les journalistes de la presse francophone, autant le projet de service d'interprétation a rapidement rallié toutes les parties concernées. Seuls quelques députés ont fait entendre une voix discordante. Les critiques ont surtout porté sur la lenteur de la prise de décision.

L'interprétation parlementaire existe depuis 1936 en Belgique, premier pays à se doter d'un tel service à la suite des demandes répétées du Parti rexiste de Léon Degrelle, et depuis 1946 en Suisse. Au Canada, dès la fin des années 1940, plusieurs organismes font l'essai d'équipements mobiles d'interprétation simultanée. L'Université de Montréal inaugure même, à titre expérimental, un cours d'« interprétation au microphone » en 1949 et fait œuvre de pionnière dans ce domaine au pays. Ce cours sera incorporé, deux ans plus tard, à son programme de maîtrise ès arts en traduction et interprétation.

Genèse du service

Pour retracer l'historique de l'interprétation parlementaire au pays, il faut remonter à la fin de 1952. Le 11 décembre, le député de Laurier, J.-Eugène Letarte, prend la parole à la Chambre des communes pour la première fois depuis qu'il a été élu. En concluant son discours, il formule le souhait suivant :

> Je veux, en terminant, souhaiter que le Gouvernement, après nous avoir gratifiés d'un aussi parfait système d'amplificateurs, veuille bien nous favoriser de la traduction simultanée, ce qui permettrait à chacun d'écouter tous les discours dans sa propre langue quelle que soit celle de l'orateur.

C'est la première fois qu'on évoque en Chambre la possibilité d'offrir ce service aux parlementaires.

Quatre mois plus tôt, un journaliste du quotidien montréalais *Le Canada* avait lancé l'idée dans un éditorial intitulé « On va bientôt s'entendre mieux aux Communes ». L'article portait sur le système d'amplification de la voix que l'on s'apprêtait à inaugurer à la Chambre. Il se terminait ainsi :

> Cette innovation aura sans aucun doute d'heureux effets. Pourquoi, par exemple, ne nous acheminerait-elle pas vers cette autre merveille [qu'est] la traduction simultanée et mécanisée, fructueuse aux Nations Unies et dont on fit, l'an dernier, à la conférence d'Ottawa de l'Alliance de l'Atlantique-Nord [*sic*], un essai qui fut une éclatante réussite? Députés de langue anglaise et de langue française s'entendraient encore mieux et toute la nation y gagnerait.

Le lendemain, son collègue du *Devoir*, Pierre Vigeant, s'est empressé d'endosser cette suggestion. Dans son article « La traduction simultanée et mécanisée aux Communes », il plaide en faveur de l'installation d'un tel système pour la raison suivante :

> La situation d'un ministre qui sait mal l'anglais est à peu près intenable à la Chambre [...]. Quelles que puissent être sa compétence et son éloquence, le député de langue française ne peut guère fournir une carrière parlementaire à Ottawa s'il ne sait pas l'anglais. Et même

* L'année 2009 marque non seulement le 50e anniversaire de l'interprétation parlementaire, mais aussi le 75e de la création du Bureau de la traduction (1934) et le 40e de l'adoption de la Loi sur les langues officielles (1969).

s'il maîtrise assez bien la langue anglaise, il est rare qu'il puisse la manier de façon aussi claire et aussi nuancée que sa langue maternelle, ce qui fait qu'il ne peut guère fournir toute sa mesure dans les débats.

Les deux journalistes invoquaient donc un argument de poids : l'interprétation simultanée a pour effet de renforcer la démocratie parlementaire.

Le vœu du député Lefrançois ne manque pas de parvenir aux oreilles du surintendant du Bureau des traductions, Aldéric-Hermas Beaubien. Celui-ci prend alors conscience que personne dans son service n'est vraiment compétent en interprétation simultanée. Il craint que le Bureau soit pris au dépourvu si le gouvernement décidait de doter la Chambre d'un tel système. Il demande donc à son sous-ministre, Charles Stein, l'autorisation de se rendre à New York afin de se documenter sur l'organisation des services de traduction et d'interprétation des Nations Unies. De son voyage, il rapporte, entre autres, l'idée d'équiper certains traducteurs de la Division des débats d'une machine à dicter afin d'accroître leur productivité. Ces machines joueront un rôle important dans la formation préalable des premiers interprètes.

À ce stade, les avis sont partagés sur l'utilité d'un service d'interprétation. Le député des Îles-de-la-Madeleine, Charles Cannon, se range du côté de ceux qui y sont favorables : « Si l'interprétation simultanée a donné satisfaction à la grande majorité des délégués aux Nations Unies, il serait plus facile, il me semble, d'établir ce système ici, où il n'y a que deux langues officielles. » Pour sa part, le député de Hull, Alexis Caron, craint que les parlementaires relâchent leurs efforts pour apprendre l'autre langue officielle et ne voit pas cette initiative d'un bon œil. Cette opinion rejoint celle du chef de l'opposition, Lester B. Pearson, qui confiera, dans une conversation privée à l'ONU, être contre ce nouveau service, car, selon lui, l'interprétation fournira un prétexte aux députés anglophones pour ne pas apprendre le français. D'autres députés font valoir, au contraire, la valeur didactique de l'interprétation simultanée et sont d'avis que le service faciliterait l'apprentissage du français ou de l'anglais. Rappelons que, sur les 263 députés, à peine une quinzaine sont réellement bilingues. C'est pourquoi les débats à la Chambre se déroulent surtout en anglais; les députés francophones unilingues y prennent rarement la parole. Le député Lefrançois en est un exemple : élu lors de l'élection générale de 1949, il fait sa première intervention le 11 décembre 1952! Certains députés, enfin, jugent qu'il serait trop onéreux d'équiper d'un écouteur individuel les 275 bureaux du parquet de la Chambre et les 625 sièges des tribunes. On évalue à 6 300 $ environ le coût de l'équipement, auquel s'ajouteraient le traitement annuel de quatre interprètes (6 000 $ à 7 000 $ chacun). La dépense est jugée prohibitive.

> ***Tous les interprètes parlementaires vous diront que leur vie est difficile, mais exaltante parce que, vivant autour du Parlement, ils ont l'impression de sentir battre le cœur du pays.***
>
> ***—Roch Blais***

En 1956, le député de Roberval, Georges Villeneuve, réitère le souhait formulé par le député Lefrançois quatre ans plus tôt et fait inscrire au *Feuilleton* une résolution concernant l'interprétation; sa résolution n'est pas débattue. Entre-temps, certains députés ont l'occasion de constater les avantages de la simultanée à l'ONU, où elle existe depuis 1946, et au Parlement israélien, la Knesset.

C'est aussi en 1956 que des associations nationales préconisant l'installation d'un service d'interprétation simultanée au Parlement ajoutent leurs voix au concert en présentant des mémoires au Cabinet ou à la présidence de la Chambre. C'est le cas de la Chambre de Commerce des Jeunes du Canada (25 000 membres), dont toutes les assemblées, depuis 1953, se déroulent en français et en anglais grâce à l'interprétation. La Jeune Chambre prêtait son système à divers organismes nationaux qui lui en faisaient la demande. Dans un mémoire adressé au conseil des ministres, le Parti Cooperative Commonwealth Federation, mieux connu sous le sigle CCF, demande au gouvernement de mettre à la disposition des associations nationales un service d'interprétation pour la tenue de leurs congrès. Ce service fédéral pourrait être placé, pense-t-on, sous l'égide du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Les associations qui voudraient s'en prévaloir n'auraient à verser qu'une modeste contribution, puisque le service aurait pour but de rapprocher les deux grands groupes linguistiques au pays et de renforcer l'union de tous les Canadiens. L'interprétation simultanée est perçue comme un service d'intérêt national. On veut en faire rien de moins qu'une « institution canadienne » (Pierre Vigeant). Cette nouvelle technique de communication commence donc à se répandre et à gagner la faveur des organisateurs de réunions d'envergure nationale ou internationale.

À l'été de 1957, avant la convocation du Parlement, le ministère des Postes installe un système temporaire d'interprétation dans l'enceinte de la Chambre basse à l'intention des congressistes de l'Union postale universelle, organisation dont le français est l'unique langue officielle. Pendant toute la durée du congrès, les délégués de 96 pays communiquent entre eux par l'intermédiaire d'interprètes. Ce forum international a un effet déterminant sur la suite des événements.

À l'issue du congrès, en effet, des journalistes francophones entreprennent une campagne systématique en faveur de l'interprétation simultanée au Parlement, et réclament que les installations temporaires deviennent permanentes. À lui seul, Pierre Vigeant publie sur le sujet pas moins d'une

dizaine d'articles dans *Le Devoir*. Le Cabinet prend acte de ces demandes à sa réunion du 22 novembre 1957 et charge le comité de régie interne de la Chambre d'étudier la question.

Mais, coup de théâtre, avant même que le comité dépose son rapport, le député libéral de Joliette—L'Assomption—Montcalm, Maurice Breton, partisan tenace de cette réforme, soumet, le 25 novembre, une résolution invitant le gouvernement à examiner « l'à-propos d'instituer un comité parlementaire spécial qui aurait pour mandat d'étudier l'établissement d'un mode d'interprétation simultanée ». Au cours du long débat qui suit, les avis favorables dominent et les déclarations enthousiastes fusent des deux côtés de la Chambre.

Un autre événement marquant fait progresser rapidement le dossier. En janvier 1958, trois diplômés en interprétation de l'Université de Montréal, Andrée Francœur, André d'Allemagne et Blake T. Hanna, sont invités par la Société Radio-Canada à traduire en mode simultané, dans les deux langues nationales du pays, les discours prononcés lors du congrès du Parti libéral à Ottawa. L'essai dont est témoin la population canadienne est couronné de succès. C'est une première dans les courtes annales de l'interprétation et de la télédiffusion au pays. Vers la même époque, le CCF avait tenu à Montréal un congrès national et avait aussi eu recours à l'interprétation simultanée afin que, dans un esprit démocratique, tous les participants puissent faire valoir leur point de vue.

Au Cabinet, les choses bougent en sourdine. À la réunion du 5 février, ses membres décident de renouveler le contrat d'amplification du son à la Chambre des communes et de faire installer le câblage nécessaire à l'interprétation dans l'éventualité où une décision serait prise en ce sens. En outre, les ministres soulèvent la question de la formation des interprètes et expriment le souhait qu'elle commence dans les meilleurs délais. Le 24 juin, le Cabinet approuve une résolution portant sur l'installation d'un système d'interprétation simultanée. La décision n'est pas rendue publique, l'initiative de cette annonce importante étant la prérogative du premier ministre Diefenbaker.

Devant autant d'expériences concluantes et pour donner suite aux demandes insistantes de plusieurs membres de la députation, de journalistes et des représentants d'organismes nationaux, le premier ministre, soucieux également de tenir sa promesse électorale, dépose finalement la motion suivante le 11 août 1958 :

> Que cette Chambre approuve l'installation d'un système de traduction simultanée dans la salle de ses délibérations et que M. l'Orateur soit autorisé à prendre les dispositions nécessaires à l'installation et au fonctionnement de ce système.

La motion reçoit l'assentiment unanime des députés. L'interprétation parlementaire est vue comme une mesure propre à rapprocher les Canadiens des deux grands groupes linguistiques du pays. Par ses interprètes, le Bureau des traductions participera donc de façon plus étroite encore à la conduite des affaires de l'État et contribuera à véhiculer dans la population l'image du bilinguisme institutionnel. Le chef de l'opposition libérale Lester B. Pearson, désormais acquis aux bienfaits de l'interprétation simultanée et débordant d'un optimisme « singulier », entretient la conviction qu'un jour le bilinguisme sera si répandu au sein de la population canadienne et des membres de l'assemblée parlementaire que « la traduction simultanée ne sera plus nécessaire et les installations auxquelles on aura procédé à cet effet pourront être enlevées de la Chambre des communes comme n'étant plus utiles et déménagées au musée des Archives publiques ». Force est de reconnaître que ce jour n'est pas encore arrivé… Le lauréat du prix Nobel de la Paix (1957) avait une vision pour le moins idéaliste de l'avenir du bilinguisme au Canada. Tout indique que les interprètes ne manqueront pas de travail durant de nombreuses années encore.

Les interprètes Maurice Roy et Valère Sylt. (*The Star Weekly*, 14 mars 1959, CRCCF, Ph 129-100)

Les interprètes de la première heure

Mais qui est apte au pays à exercer le mystérieux métier d'interprète que d'aucuns considèrent « impossible »? « L'interprétation simultanée, a écrit Raymond Robichaud, s'entourait d'une aura de mystère, pour ne pas dire de sorcellerie. C'est tout juste si elle ne sentait pas le soufre! Qu'on pût, coiffé du casque, assis devant un micro, répéter dans une langue ce qu'on entendait dans une autre paraissait tenir du prodige. » Les personnes bilingues ou trilingues capables d'un tel tour de force étaient encore des « oiseaux rares ». En 1958, il n'y avait dans le monde, et principalement en Europe, que 250 interprètes professionnels reconnus. L'interprétation n'a pourtant rien à voir avec la magie ou les sciences occultes. Le procès de Nuremberg et la création des Nations Unies, véritables balises de la genèse de la profession, dataient de quelques années à peine. L'Association internationale des interprètes de conférence (AIIC), elle, n'avait vu le jour, à Paris, qu'en 1953. Dans les années 1950, la profession commençait à s'organiser.

Un concours préparé par le chef de la Division des débats et futur surintendant du Bureau des traductions,

Henriot Mayer, permet de recruter sept candidats. Ce groupe de pionniers de l'interprétation parlementaire au Canada est rapidement surnommé La Pléiade, nom attribué dans l'histoire à plusieurs groupes de sept poètes considérés comme formant une constellation poétique. Ces premiers interprètes sont Marguerite Ouimet, Valérie Sylt, Anthony Martin et quatre traducteurs de la Division des débats : Raymond Aupy, Ernest Plante, Maurice Roy et Raymond Robichaud. Ce dernier, bachelier de l'Université d'Ottawa, parlait allemand en plus de l'anglais et du français. Il avait été interprète officiel des généraux durant la campagne de Normandie, officier de liaison et interprète français au procès du général SS Kurt Meyer, traduit devant une cour martiale canadienne à Aurich, en décembre 1945. M. Robichaud avait exercé le métier en modes consécutif et chuchoté, mais pas en simultanée. D'origine luxembourgeoise, Valérie Sylt avait connu les camps de concentration et était la seule à avoir l'expérience de l'interprétation simultanée. Marguerite Ouimet était une jeune diplômée (1956) de l'Université de Montréal, tandis que le Britannique Anthony Martin exerçait le métier de sténographe à Montréal. Andrée Francœur, diplômée de l'École d'interprétation de Genève (1955) et de l'Université de Montréal (1956), avait, elle aussi, réussi le concours de recrutement, mais décliné l'offre d'emploi que lui avait faite le Bureau des traductions, préférant faire carrière comme indépendante à Montréal, tout comme Thérèse Romer. Ces deux pionnières ont été les premières interprètes pigistes au pays.

Les quatre traducteurs des Débats étaient dits « mécanisés », car leur outil de travail était la machine à dicter. Au lieu de taper leurs traductions sur des machines à écrire, ils les dictaient, et c'est pourquoi on les surnommait « les dictateurs »! Ayant travaillé de cette manière pendant plusieurs années, ils étaient bien préparés à cette forme de traduction orale qu'est l'interprétation simultanée. Ces traducteurs chevronnés étaient, en outre, très au fait des us et coutumes de la vie parlementaire dans la capitale fédérale, ce qui constituait un précieux atout pour exercer la profession à laquelle ils se destinaient.

Pendant les cinq mois qui séparent l'adoption de la motion du premier ministre et le début de l'interprétation à la Chambre, Henriot Mayer coordonne la formation du groupe tout en organisant le service. Participant lui-même aux exercices de « recyclage » des traducteurs, il donnera à l'occasion un coup de main à cette équipe d'origine. C'est pourquoi les journaux de l'époque parlent non pas de sept, mais de huit pionniers. M. Mayer fait construire une cabine de fortune qu'il installe dans une des deux petites salles du rez-de-chaussée de l'édifice de l'Ouest mises à la disposition des futurs interprètes. Comme il est alors rigoureusement interdit d'enregistrer en direct les délibérations des députés à la Chambre, les apprentis interprètes lisent à tour de rôle des extraits du compte rendu des débats parlementaires et les enregistrent sur des

Les deux premières interprètes de conférence free-lance sur le marché canadien de l'interprétation, Thérèse Romer et Andrée Francœur. *(Roland Doré, Photolux, La Presse, 17 mars 1960. (RCCF, Ph 129-296)*

magnétophones. Ce sont ces bandes qu'ils utilisent ensuite pour leurs exercices d'interprétation simultanée.

À ses débuts à la Chambre des communes, l'équipe obtient un certain succès de curiosité. Chaque pupitre est muni d'un écouteur et de deux boutons; l'un sert à sélectionner la langue, l'autre à régler l'intensité du volume. Les députés se félicitent de leur nouveau « système », même s'il leur faut encore apprendre à mettre leur écouteur au bon moment, à le brancher convenablement et à régler le volume. Ils appellent familièrement leur petit écouteur « mon traducteur ». Certains aimeraient même pouvoir l'apporter à la fin de la journée pour s'en servir en dehors de la Chambre. Le lendemain, les journaux titrent : « Traduction excellente en Chambre » (*La Presse*), « Translation System. A Howling Success! » (*The Ottawa Citizen*), « Les interprètes ont fait hier leurs premières armes » (*Le Droit*). On remarque que les journalistes, tout comme les députés, confondent « traduction » et « interprétation », deux professions pourtant fort différentes du point de vue de leur mode d'exercice et des aptitudes requises. *The Star Weekly* de Toronto consacrera, deux mois plus tard, un long article illustré de photos à ce nouveau service : « Now-Instant Translation. M.P.'s Can Crash Language Barrier with Flick of Button ». Les interprètes « se sont magnifiquement acquittés de leur tâche », peut-on lire sous la plume d'un journaliste du quotidien *Le Droit*.

Un seul petit bémol : certains auditeurs de langue anglaise ont souri de l'accent par trop britannique d'un des interprètes. Le lendemain de l'inauguration du service, le premier ministre Diefenbaker a interrompu une discussion entre un ministre et un député pour féliciter publiquement les interprètes. Il s'est dit enchanté du nouveau système :

> Monsieur l'Orateur, dit-il, permettez-moi de dire que j'ai écouté la traduction des échanges d'une langue à l'autre au moyen de cet appareil de traduction simultanée et je dois reconnaître que le système fonctionne admirablement. [...] Il me semble que je devais signaler la chose, étant donné que c'est la première fois que j'ai l'occasion d'écouter la traduction. La fidélité avec laquelle la traduction suit les paroles prononcées est réellement remarquable.

Très tôt, cependant, il faut « humaniser l'interprétation » en quelque sorte, c'est-à-dire rappeler aux députés qu'il y a une personne entre eux et le bouton qu'ils tournent pour écouter l'interprétation des discours et des interventions. À cette fin, une préposée, Monique Michaud, est alors chargée de se rendre dans les bureaux des députés et des ministres afin d'y recueillir le texte des discours ou les questions déjà traduites qui vont être posées en Chambre. La qualité du service d'interprétation s'en trouve ainsi accrue.

Les interprètes, au cœur de la vie parlementaire

L'interprétation simultanée existe à la Chambre des communes depuis un demi-siècle. On ne conçoit pas la vie parlementaire canadienne sans les interprètes qui ont fait la preuve de la possibilité et de l'utilité de l'interprétation. Lors de la réception marquant le 40e anniversaire des services d'interprétation à la Chambre des communes, le ministre Alfonso Gagliano avait déclaré dans son allocution : « Ces professionnels hautement qualifiés, on ne les voit pas à la Chambre des communes puisqu'ils travaillent dans l'ombre, mais ils sont toujours à portée de voix! »

Les interprètes parlementaires se distinguent par leur haut degré de professionnalisme. En simultanée, il n'y a pas de place pour les demi-mesures : la communication passe ou ne passe pas. Il est impossible de stopper le flot continu des paroles et de revenir en arrière.

Le chef interprète Raymond Robichaud et son adjoint Ernest Plante. *(CRCCF, PA 129-107)*

L'interprète n'a pas droit à l'erreur. C'est un trapéziste qui exécute ses sauts périlleux sans filet. Il lui faut des nerfs d'acier. Mais aussi un équipement approprié et fiable de même que des techniciens compétents.

La qualité de l'interprétation repose, en fait, sur le travail et le talent de toute une équipe, comme au cinéma. Dans le film de la communication relayée, l'interprète joue le rôle principal et il ne peut pas se permettre de jouer faux.

Devant le succès obtenu à la Chambre basse, les membres de la Chambre haute n'ont pas tardé à réclamer à leur tour un service semblable. Il leur faudra patienter, cependant, jusqu'au 14 septembre 1961 avant que l'interprétation puisse y être inaugurée, l'équipement, acheté en Grande-Bretagne, ayant été livré avec plusieurs mois de retard.

Rattachée à l'origine à la Division des débats, l'interprétation parlementaire est devenue, au début des années 1960, un service distinct dirigé par Raymond Robichaud, que l'on a qualifié de « Prince des interprètes » ou « Monsieur interprétation ». Ernest Plante était son adjoint. Cette réorganisation s'imposait, car le service a vite pris de l'expansion. De toutes parts, on se mit à requérir les services d'interprètes – comités parlementaires, ministères, délégations canadiennes partant en mission à l'étranger, conférences extraparlementaires, réunions nationales ou internationales et autres activités similaires. L'interprétation est un bon baromètre de l'activité gouvernementale. Dans les années 1960, décennie que l'interprète Ronald Després considère comme l'« âge d'or de l'interprétation simultanée », les semaines de 80 heures n'étaient pas rares. Marguerite Ouimet a confié qu'elle passait plus de temps en cabine que chez elle, comme beaucoup de ses collègues d'ailleurs. À partir du milieu des années 1970, le technicien Jean-Pierre Dulude, dont l'exceptionnelle compétence faisait l'unanimité dans le milieu, a supervisé l'installation d'une soixantaine de cabines d'interprétation sur la colline du Parlement, dans les ministères et dans des édifices fédéraux un peu partout au pays. Il veillait scrupuleusement à ce que ces cabines respectent en tous points les exigences des normes nationales.

L'instigateur de l'interprétation simultanée, John Diefenbaker, déclarait en 1965 : « Je ne peux me représenter le Canada sans le Canada français. Je ne peux me représenter le Canada français sans le Canada. L'unité nationale reposant sur l'égalité doit être l'objectif. » Et cette égalité ne saurait exister sans égalité linguistique au cœur même du Parlement. Cela est si vrai que ce principe fondamental a été inséré dans la *Loi constitutionnelle de 1982*, où il est prévu que « chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux du Parlement » (article 17). Sans les interprètes, la Chambre ne peut pas siéger. D'ailleurs, il est arrivé que les travaux aient dû être ajournés en raison de difficultés techniques. Le ministre Gagliano avait raison de rappeler en 1999 que « l'interprétation simultanée donne du pouvoir aux députés du Canada en leur permettant de s'exprimer dans la langue officielle de leur choix ».

À la Chambre des communes, on a fini par s'habituer aux interprètes. On ne les remarque plus sans doute parce que l'interprétation est un phénomène d'identification. « Comme le comédien s'identifie à son personnage, l'interprète s'identifie à celui qu'il interprète », aimait à dire Raymond Robichaud. Isolé dans la pénombre de sa cabine vitrée, il en est venu à faire partie du décor sur « cette scène parlementaire aux cent actes divers », comme aurait dit le fabuliste Jean de La Fontaine. Ne faut-il pas y voir un bel hommage rendu à sa discrétion, à sa compétence et à son talent d'artiste de la communication? ■

Fifty Years of Parliamentary Interpretation*

Jean Delisle

Acknowledgement: Our sincere thanks to the *Canadian Parliamentary Review* for giving us permission to reprint this article, which was published in its Volume 32, No. 2, summer 2009 issue.

Translation: Victoria Ralph, C. Tr.

January 15, 1959 was a historic day for Parliament. On that date, simultaneous interpretation was introduced in the House of Commons. During the 1958 election campaign, John Diefenbaker had promised Francophone Canadians bilingual cheques and "instantaneous translation" of Commons debates. On election day, March 31, 1958, his party received the largest majority in the country's history, winning 208 out of 265 seats, including 50 of Quebec's 75 seats. Since January 15, 1959, every word spoken in the House of Commons is interpreted simultaneously, whatever the political adherence of the person speaking. Unilingual Members can speak freely in their own language, safe in the knowledge that they will be understood by everyone, including visitors and journalists in the galleries. This new service was considered a constitutional necessity that would give tangible rather than merely symbolic support to bilingualism in Parliament, the cornerstone of Canadian institutions. This article highlights the development of simultaneous interpretation in Canada.

The introduction of simultaneous interpretation did not unleash the same uproar as the bill to centralize translation services within the federal government, which had been introduced 25 years earlier and led to the creation of the Translation Bureau in 1934. While Secretary of State Charles H. Cahan's bill raised a great hue and cry among translators and journalists, the proposal to introduce interpretation services in the House of Commons promptly rallied everyone involved. Only a few Members were critical, and their comments focused mainly on the slow pace of decision making.

In 1936, Belgium was the first country to introduce parliamentary interpretation, following repeated demands by Léon Degrelle's Rexist Party. Switzerland launched a service in 1946. In the late 1940s, several Canadian organizations began experimenting with mobile facilities for simultaneous interpretation. The University of Montréal was a pioneer in "microphone interpretation," which it introduced on a trial basis in 1949. The course was integrated into a master's program in translation and interpretation two years later.

The Origins of Parliamentary Interpretation

The history of parliamentary interpretation in Canada can be traced back to December 11, 1952, when J.-Eugène Lefrançois, MP for Laurier, rose to speak in the House of Commons for the first time since his election. He ended with this statement:

> In closing my remarks, I should like to express the hope that the government, after having gratified us with such a perfect loudspeaker system, will favour us with a system of simultaneous translation which would allow everyone to hear all the speeches in his own language, regardless of the one used by the speaker.

This was the first time that the possibility of providing parliamentarians with interpretation services had been raised in the Commons.

Four months earlier, a journalist at the Montréal daily *Le Canada* had suggested the idea in an editorial. He felt that the innovative service offered definite advantages and could lead to another marvel, simultaneous and mechanical translation, which was being used to great effect at the United Nations and had been a huge success when tested the previous year in Ottawa at the North Atlantic Alliance conference. The journalist remarked that Anglophone and Francophone Members would hear and understand each other better, and the whole country would benefit.

Pierre Vigeant, a reporter at *Le Devoir*, hurried to support the proposal the next day. He supported the installation of such a system, stating that it was virtually impossible to be a Minister if you could not speak English well. No matter how skilled and eloquent French-speaking Members might be, a parliamentary career in Ottawa demanded a knowledge of English. And no matter how well Francophone Members spoke English, he continued, they could rarely impart the same clarity and nuance as in their mother tongue. Consequently, they could not participate fully in debates.

The two journalists made a convincing argument: Simultaneous interpretation would strengthen parliamentary democracy.

* 2009 marks not only the 50th anniversary of parliamentary interpretation, but also the 75th anniversary of the Translation Bureau (1934) and the 40th anniversary of the Official Languages Act (1969).

Lefrançois's wish did not go unnoticed by Alderic-Hermas Beaubien, Superintendent of the Translation Bureau. He realized that no one on his staff was truly competent in simultaneous interpretation. He feared that the Bureau would be caught flat-footed if the government decided to introduce the service in the House of Commons. He asked his deputy minister, Charles Stein, for permission to travel to New York to see how translation and interpretation services were set up at the United Nations. One of the ideas he brought back from his research trip was to give dictating machines to some of the translators in Debates to increase their productivity. These machines would play an important role in preparing the first interpreters.

At the time, opinion was divided on the usefulness of an interpretation service. Charles Cannon, MP for Îles-de-la-Madeleine, was among the supporters: "If simultaneous translation has proved satisfactory to the great majority of delegates at the United Nations, I believe it would be easier to introduce this system here, where we only have two official languages." Alexis Caron, MP for Hull, took the opposite view, fearing that parliamentarians would stop trying to learn the other official language. Lester B. Pearson, Leader of the Official Opposition, agreed with Caron. Speaking off the record at the UN, he said that he was against the new service as it would give Anglophone MPs an excuse not to learn French. Other MPs pointed out the educational value of simultaneous interpretation and felt that the service would help parliamentarians learn English or French. It is worth remembering that only about 15 of the 265 MPs were truly bilingual at the time. Consequently, Commons debates were usually in English, and Francophone Members rarely spoke. J.-Eugène Lefrançois was a case in point: elected in the general election of 1949, he made his maiden speech in the chamber over three years later! Nevertheless, some Members felt that it would be too expensive to equip the 275 seats on the chamber floor and the 625 seats in the galleries with individual earpieces. The estimated $6,300 for the equipment plus the four interpreters' salaries ($6,000 to $7,000 each) was deemed prohibitive.

> ***Simultaneous interpretation is surely the most exuberantly, bewilderingly surrealist profession.***
> ***—Thérèse Romer***

In 1956, Georges Villeneuve, MP for Roberval, reiterated the desire expressed by Lefrançois four years earlier. His motion regarding interpretation was printed in the Notice Paper but never debated. In the meantime, several Members spoke on the benefits of simultaneous interpretation at the UN, where it had been in use since 1946, and in Israel's parliament, the Knesset.

National associations that advocated simultaneous interpretation in Parliament showed their support by making submissions to Cabinet and to the Commons Speaker in 1956. One of these groups was the 25,000-member Canadian Junior Chamber of Commerce, which had been using simultaneous interpretation to hold its meetings in English and French since 1953. It also loaned the system to various national organizations. The Co-operative Commonwealth Federation, or CCF as it was better known, prepared a Cabinet submission asking the government to make an interpretation service available to national associations for their conferences. It was suggested that the Department of Citizenship and Immigration be given responsibility for the service. Associations wishing to use it would simply pay a modest fee since the purpose of the service would be to bring the country's two major linguistic groups closer together and strengthen Canadian unity. Simultaneous interpretation was seen as being in the national interest. It would be nothing less than a "Canadian institution" according to Pierre Vigeant. This new communications technique began to take hold and win the support of organizers of national and international meetings.

In the summer of 1957, before Parliament was summoned, the Post Office Department installed a temporary interpretation system in the Commons chamber for a meeting of the Universal Postal Union, an organization that operated solely in French. During the conference, delegates from 96 countries communicated through interpreters. This international forum played a decisive role in the events that followed.

After the conference, Francophone journalists launched a systematic campaign to introduce simultaneous interpretation in Parliament and called for the temporary facilities to be made permanent. Pierre Vigeant alone published some 10 articles on the subject in *Le Devoir*. Cabinet took note and referred the matter for study to the House's internal economy committee on November 22, 1957.

But before the committee could even table its report, Maurice Breton, Liberal MP for Joliette–L'Assomption–Montcalm and a strong supporter of simultaneous interpretation, surprised the Commons by moving on November 25 that "the government should take into consideration the advisability of setting up a special committee of Parliament for the purpose of considering the establishment of a system of simultaneous translation." The motion met with widespread approval during the long debate that followed, and Members on both sides of the House expressed their enthusiastic support.

Another significant event helped to speed up the process. In January 1958, the CBC asked Andrée Francœur, André d'Allemagne and Blake T. Hanna, three graduates in interpretation from the University of Montréal, to provide simultaneous interpretation in English and French of the

speeches given at the Liberal Party convention in Ottawa. The national experiment was a huge success and a first in the short history of interpretation and television broadcasting in Canada. In the spirit of democracy, the CCF offered simultaneous interpretation at its national convention in Montréal at about the same time, so that all participants could express their point of view.

Meanwhile, things were moving along quietly in Cabinet. At a meeting held February 5, Ministers decided to renew the contract for sound amplification in the Commons chamber and install the necessary wiring for interpretation in anticipation of the system being approved. Ministers also raised the issue of training for interpreters and asked that it begin as soon as possible. On June 24, Cabinet decided to have a simultaneous interpretation system installed, but did not make the decision public since a major announcement like this was Prime Minister Diefenbaker's prerogative.

Diefenbaker was keen to keep his election promise and, buoyed by the many conclusive experiments and repeated calls by MPs, journalists and national organizations, he tabled the following motion on August 11, 1958:

> That this House do approve the installation of a simultaneous translation system in this Chamber and that Mr. Speaker be authorized to make arrangements necessary to install and operate it.

Members passed the motion unanimously. Parliamentary interpretation was seen as a way to bring together Canadians from the country's two major language groups. Through its interpreters, the Translation Bureau would participate even more actively in the business of government and help to convey the image of institutional bilingualism to the public. Pearson had since been convinced of the benefits of simultaneous interpretation and was singularly optimistic that bilingualism would one day be so common among Canadians and parliamentarians that "simultaneous translation will not be needed and the facilities for that purpose can be taken out of the House as not needed and moved over to the museum or the public archives." Admittedly, that day has not arrived. Pearson, who won the Nobel Peace Prize in 1957, was idealistic about the future of bilingualism in Canada, to say the least. All signs point to a heavy workload for interpreters for many years to come.

The First Interpreters

But who in the country could practise the mysterious art of interpretation, a job some people considered impossible? Raymond Robichaud wrote that simultaneous interpretation had an aura of mystery if not outright sorcery. You could almost smell the sulphur! Robichaud called it astounding that people could sit in front of a microphone, put on a headset and repeat in one language what they heard in another. The bilingual or trilingual people who could perform such a feat were rare birds. In 1958, there were only 250 recognized professional interpreters in the world, most of them in Europe. But interpretation had nothing to do with magic or the occult. Two major events in the profession's development—the Nuremberg trials and the creation of the United Nations—had occurred just a few years previously, and the International Association of Conference Interpreters (IACI) had been established in Paris in 1953. The 1950s was a decade of organization for the profession.

Interpreters Maurice Roy and Valérie Sylt. (The Star Weekly, [illegible])

Henriot Mayer, Head of Debates and future Superintendent of the Translation Bureau, organized a competition that led to the hiring of seven people. These pioneers of Canadian parliamentary interpretation quickly became known as the "Pleiades," a name given at different times in history to groups of seven poets considered "stars" in their field. This first group of interpreters consisted of Marguerite Ouimet, Valérie Sylt and Anthony Martin, and four translators from Debates—Raymond Aupy, Ernest Plante, Maurice Roy and Raymond Robichaud. This last member of the group was a graduate of the University of Ottawa and spoke German as well as English and French. He had been the generals' official interpreter during the Normandy invasion, and a liaison officer and French interpreter during the trial of SS General Kurt Meyer by a Canadian military court in Aurich, in December 1945. Robichaud had done consecutive and whispered interpretation, but not simultaneous. Originally from Luxembourg, Valérie Sylt had been interned in a concentration camp and was the only person in the group who had worked as a simultaneous interpreter. Marguerite Ouimet, one of the younger members of the group, had graduated from the University of Montreal in 1956. Anthony Martin, originally from Britain, had worked as a court reporter in Montréal. Andrée Francoeur, a graduate of Geneva's School of Interpretation in 1955 and the University of Montreal in 1956, was also offered a position following the competition, but turned it down to pursue a freelance career in Montreal, as did Thérèse Romer. They were the first freelance interpreters in the country.

Thérèse Romer and Andrew Franceshat, Canada's first two freelance conference interpreters.
(Roland Dion, Photolux, La Presse, March 17, 1960. (BFCC, Ph 129-29))

The four translators from Debates were said to be doing "mechanical" translation and were nicknamed "the dictators" because they used dictating machines rather than typewriters when translating. This oral translation method was good preparation for simultaneous interpretation. The experienced translators were also well acquainted with parliamentary practices and traditions in Ottawa, which was a valuable asset for the line of work they were about to enter.

During the five months between adoption of the Prime Minister's motion and introduction of interpretation in the Commons, Henriot Mayer coordinated the group's training and organized the interpretation service. He also participated in "retraining" activities with the translators and was able to help the team out by interpreting occasionally. That is why the newspapers of the day spoke of eight rather than seven pioneer interpreters. Mayer had a makeshift booth built and placed in one of the two small rooms on the main floor of the West Block that were made available to the future interpreters. Since it was strictly prohibited to make live recordings of House of Commons debates at the time, the novice interpreters took turns reading excerpts from the parliamentary debates, which they recorded using tape recorders. The team used the tapes to practise simultaneous interpretation.

The interpreters were the object of some curiosity when they began working in the Commons chamber. Each desk was equipped with an earpiece and two buttons: one to select the language and the other to adjust the volume. Members were very pleased with their new system, even if they had to learn to insert their earpiece at the right time, plug it in properly and find the appropriate volume. They called their little earpiece "my translator." Some would have liked to take it with them at the end of the day to use outside the chamber. The day after the service was introduced, the newspaper headlines proclaimed: "Traduction excellente en Chambre" (*La Presse*), "Translation System A Howling Success!" (*The Ottawa Citizen*), "Les interprètes ont fait hier leurs premières armes" (*Le Droit*). Like the MPs, the journalists confused translation and interpretation, two very different professions in terms of techniques and skills. Two months after the service's introduction, *The Star Weekly* of Toronto ran a lengthy article on the new service, "Now-Instant Translation. M.P.'s Can Crash Language Barrier with Flick of Button," complete with photos. *Le Droit* reported that the interpreters performed their duties magnificently.

There was only one slightly sour note: some Anglophone listeners laughed at the strong British accent of one of the interpreters. The day after the service was introduced, Prime Minister Diefenbaker interrupted a discussion between a Minister and an MP to congratulate the interpreters publicly. He said he was delighted with the new system:

> Mr. Speaker, may I be allowed to say that I have listened to the translations passing back and forth as a result of the introduction of this simultaneous translation system, and I must say it is operating exceptionally well … I thought I should say it, in view of the fact that this is the first opportunity I have had to listen to the translation. The degree to which the translation follows the uttered word is really remarkable.

Not long afterward, it was necessary to "put a human face" on interpretation and remind MPs that it was a real person they heard when they turned the dial. To assist in the process, employee Monique Michaud made the rounds of MPs' and Ministers' offices to collect the speeches and translated questions that they intended to deliver in the House of Commons. The quality of interpretation improved as a result.

Interpreters: At the Heart of Parliamentary Life

For half a century, simultaneous interpretation has been a part of House of Commons proceedings. We cannot imagine Canadian parliamentary life without interpreters, who showed that interpretation is both feasible and useful. As Alfonso Gagliano, former Minister of Public Works and Government Services, said at a reception marking the 40th anniversary of interpretation in the House of Commons, "These highly trained professionals may be out of sight in the House of Commons as they work behind the scenes, but they are always within earshot!"

Parliamentary interpreters are noted for their high degree of professionalism. Simultaneous interpretation is no place for half measures: you either communicate the information or you do not. You cannot stop the continuous flow of words and go back to something said earlier.

Interpreters are not allowed to make mistakes. They are like trapeze artists who perform spectacular feats without a net. It takes nerves of steel as well as reliable, modern equipment and skilled technicians.

The quality of interpretation depends on the efforts and talent of an entire team—just like in the movies. In the medium of relayed communications, the interpreter plays a starring role and cannot afford to step out of character.

Given the success of interpretation in the Lower House, the members of the Upper House quickly called for a similar service. But interpretation did not make its debut in the Senate until September 14, 1961, as delivery of the equipment from Great Britain was delayed by several months.

Parliamentary interpretation was originally part of Debates, but in the early 1960s it became a separate service under the leadership of Raymond Robichaud, who was known as the "Prince of Interpreters" or "Mr. Interpretation." Ernest Plante was his assistant. The reorganization was necessary following the service's rapid expansion. Interpreters were in great demand by parliamentary committees, federal departments, Canadian delegations overseas, extraparliamentary conferences, national and international meetings, and other similar organizations and events. Interpretation is a good barometer of government activity. In the 1960s, a decade that interpreter Ronald Després called the "golden age of simultaneous interpretation," it was not unusual for interpreters to put in 80-hour weeks. Marguerite Ouimet said that she spent more time in a booth than at home, as did many of her colleagues. From the mid-1970s onward, technician Jean-Pierre Dulude, whose outstanding skill was widely recognized in interpretation circles, supervised the installation of some 60 interpreters' booths on Parliament Hill, and in federal departments and buildings across the country. He took great care to ensure that the booths met national standards.

John Diefenbaker, the man who set everything in motion, said in 1965, "I cannot visualize Canada without French Canada. I cannot visualize French Canada without Canada. National unity based on equality must be the goal." This equality cannot exist without linguistic parity inside Parliament itself. It is such a fundamental principle that it is enshrined in section 17 of The Constitution Act, 1982, which states that "Everyone has the right to use English or French in any debates and other proceedings of Parliament." The House cannot sit without interpreters and it has adjourned when the interpretation system experienced technical difficulties. Alfonso Gagliano was right when he said in 1999 that "simultaneous interpretation empowers the Members of Canada's House of Commons. It makes it possible for MPs to express themselves in the official language of their choice."

Today, interpreters barely raise an eyebrow in the House of Commons. They likely pass unnoticed because the interpretation process involves identifying with the person speaking. Raymond Robichaud liked to say that interpreters identify with the person they are interpreting in the same way that actors identify with their character. If all the world is a stage, as Shakespeare said, then interpreters have become an integral part of the scenery on the parliamentary stage, as they work behind the booth's darkened glass. What more fitting tribute could there be to interpreters' discretion, skill and artistry in the world of communication? ■

Senior interpreter Raymond Robichaud and his assistant Ernest Plante
([illegible])

Reculer d'abord ou sauter tout de suite?

Jacques Desrosiers

Dans cette chronique, je réponds à une question que m'a posée une traductrice anglophone.

Q. *May I ask you what you understand by the phrase "Si je recule, c'est pour mieux sauter"?*

Is it positive or negative?

The Collins-Robert gives "c'est reculer pour mieux sauter" with the equivalent as "it's just putting off the evil day"—where did that term "evil day" come from?

I used the phrase last night in a group that's meeting to plan worship services for Lent—we were brainstorming with the idea of Lent as a time of reflection, of just being, instead of doing. Like Jesus in the wilderness for forty days, figuring things out—time well spent…

So I wanted to warn the minister of the possible negative meaning, once I became aware of it myself!

R. Il est normal que vous n'ayez pas songé au sens négatif tout de suite, parce que le sens positif nous est beaucoup plus familier. Au sens propre, cette expression est bien sûr positive : en prenant son élan un peu plus en arrière, on sautera plus loin ou plus haut. Mais au figuré, l'expression est ambiguë selon les deux plus grands dictionnaires, le *Grand Robert* et le *Trésor de la langue française*. Ce dernier la définit ainsi :

> *« Reculer pour mieux sauter. Au fig. Éviter un inconvénient présent pour devoir y faire face plus tard, alors que la situation s'est aggravée; faire des concessions pour être en meilleure position à l'avenir. »*

L'ambiguïté se manifeste en particulier quand l'expression coiffe un article dans lequel elle ne réapparaît pas. Deux exemples suffiront à illustrer ce problème dans des titres dont le sens s'éclaire seulement une fois qu'on a lu l'article qu'ils chapeautent.

Le printemps dernier dans le *Figaro* (14 mai 2009) :

Titre : « Quand Hollywood recule pour mieux sauter »

Bonne ou mauvaise manœuvre?

> *Bousculés à Cannes, les Américains ne seront pas absents des cinémas, bien au contraire. D'ici à la fin de l'année, cinq blockbusters déferleront sur nos écrans.*

C'est un repli stratégique. La Bundesbank, elle, n'est pas aussi futée. Voici ce qu'annonçait le journal financier français *Les Échos*, le 7 janvier 1994 :

Titre : « La Bundesbank recule pour mieux sauter »

Bonne ou mauvaise nouvelle? Poursuivons :

> *Comme l'ont confirmé cette semaine aussi bien les statistiques sur la production industrielle que sur les commandes à l'industrie, l'Allemagne n'a pas encore touché le point bas de sa récession. Aussi les taux directeurs devront-ils encore baisser.*

Le reste est à l'avenant : le maintien inchangé de ses taux directeurs par la banque centrale n'a assuré qu'un répit sans lendemain au mark, qui s'est affaibli vis à vis des autres devises (c'était avant l'euro). Reculer n'a servi à rien.

De très rares fois, l'ambiguïté persiste et peut donner mal à la tête, comme au journaliste Michel Schiffres du *Figaro* le 18 décembre dernier :

> *À propos du report de la réforme du lycée, son papa, Xavier Darcos, … a eu une formule fort imagée : il s'agit de « reculer pour mieux sauter ». Pourquoi ne pas lui faire crédit? Même si cet ancien professeur agrégé de lettres classiques connaît plus que quiconque l'importance des mots et, parfois, leur ambiguïté. Reculer pour mieux sauter… Voulait-il dire qu'il prenait son élan afin de refermer le moment venu? Ou n'avouait-il pas inconsciemment qu'il se sentait sur un siège éjectable?*

Seul son père le sait. Mais la plupart du temps, le contexte est si limpide que le sens correct saute aux yeux.

Tout cela est conforme aux grands dictionnaires. Mais – il faut le voir pour le croire! – les dictionnaires les plus courants, *Petit Robert*, *Petit Larousse*, *Lexis*, *Hachette*, *Bled* et d'autres, ne connaissent que le sens négatif : « *Se reculer un inconvénient présent que pour tomber plus tard dans un inconvénient plus grave* » (PR). Même le *Grand Larousse encyclopédique* (2007) ne donne que le sens : « *retarder une décision désagréable mais inévitable* ». Sens illustré, dans le *Grand Robert*, par cette phrase de Colette :

> *J'ai idée qu'en cachant cette histoire je n'aurais fait que reculer pour mieux sauter.*

Il va sans dire que ce sens négatif, apparu plus récemment dans l'usage, se rencontre dans la meilleure presse

européenne. L'an dernier, un professeur de Paris-VIII fulminait contre les milieux financiers dans *Libération* (23 janvier 2008) :

> *Voler au secours d'attitudes frauduleuses et criminelles de banquiers, traders et analystes véreux qui ont nourri la crise, c'est reculer pour mieux sauter. C'est pousse-au-crime. C'est abolir toute notion d'aléa moral et venir au secours des comportements les plus coupables en effaçant toute responsabilité.*

Compte rendu d'un ouvrage sur le pétrole dans le *Monde diplomatique* (novembre 2005) :

> *C'est d'ailleurs dans l'optique de la déplétion* [des gisements de pétrole] *que l'auteur interprète la deuxième guerre d'Irak : le pétrole devient plus précieux, les États-Unis ont décidé de mettre la main sur les gisements irakiens. Une façon de reculer pour mieux sauter. Car il faudra bien penser à moins consommer et à transformer nos modes de vie.*

Reculez tant que vous voudrez, vous n'y échapperez pas. Tout comme cet accusé qui n'a encore aucune idée de son point de chute, comme le raconte *L'Express* (9 novembre 1995) :

> *Au Japon, un accusé ne peut être jugé s'il n'a pas de défenseur. En conséquence, Shoko Asahara, le maître de la secte Aum Shinrikyo (la Vérité d'Aum), accusé, notamment, d'avoir tué 11 personnes le 20 mars dernier en répandant du gaz sarin dans le métro de Tokyo, n'a pas hésité à récuser son avocat.*
>
> *Il l'aurait jugé trop peu favorable. Le prophète de malheur n'a cependant reculé que pour mieux sauter : les juges supposent lui commettront certainement d'office un avocat, qu'il ne pourra refuser sans autorisation de la cour.*

Mais, contrairement à ce que suggèrent les dictionnaires que j'ai mentionnés, le sens positif est bien ancré lui aussi dans l'usage européen. *Le Monde* (3 janvier 1990) :

> *Reculer pour mieux sauter.* **Ce précepte prudent** (je souligne) *semble avoir été adopté par les jeunes Français. Dans la perspective d'un emploi improbable, ils poursuivent leurs études le plus tard possible.*

Ici, dans le journal belge *Le Soir* (26 avril 2005), l'expression sert à célébrer la présentation prochaine de toute une série de concerts :

> *Le premier festival salue l'inauguration de l'orgue : un véritable orgue symphonique, soit 3676 tuyaux à harmoniser d'ici le 26 septembre. Un travail de titan qui explique l'absence de concerts début septembre. Mais c'est reculer pour mieux sauter puisqu'après un salut à Beethoven, ce ne sont pas moins de sept concerts qui seront dédiés à l'instrument… et surtout un beau paquet d'œuvres symphoniques.*

Et dans l'exemple suivant, tiré de *Libération* (14 juillet 2004), le secrétaire général d'un syndicat soupçonne une entreprise d'avoir sciemment adopté la stratégie du recul :

> *Si nos délégués sur place ont pensé qu'il fallait signer, ils ont toute liberté de le faire en accord avec leurs adhérents. Est-ce que ce n'est pas reculer pour mieux sauter de la part de l'entreprise ? Si, dans deux ans, Bosch décide quand même de délocaliser, on se sera fait avoir.*

Or, ce sens nous est familier parce que c'est lui qu'on retrouve immanquablement dans l'usage québécois. Cette fois, un syndicat joue à son tour la carte du recul :

> *Mais à Québec, dans plusieurs hôpitaux, les infirmières avaient décidé à l'avance de n'en rien faire et de rentrer au travail, jusqu'à nouvel ordre. « Nous allons reculer, pour mieux sauter », dit Danielle Matte, présidente du syndicat de Saint-François d'Assise.*
> Le Soleil, 22 juillet 1999

L'expression chez nous a deux domaines de prédilection : la politique et les sports, ce qui n'est pas étonnant dans le second cas, vu son sens propre, et on s'y permet même des variantes. Exemples tirés de la *Presse* :

> *Comme il est vrai qu'il faut parfois reculer pour mieux sauter, c'est probablement ce retrait qui permettra un jour à John Manley de mieux revenir en politique.*
> 29 novembre 2003
>
> *Nous prenons du recul pour mieux sauter, a convenu avec humour le concepteur de cette équipée de 2500 kilomètres qui, chaque fois, a mené une trentaine d'équipages à travers les grands espaces blancs du Québec.*
> 12 novembre 1992

« Michel a su faire un pas en arrière pour mieux sauter. Aujourd'hui, on peut dire qu'il a bouclé la boucle », fait valoir Sheen, dont l'équipe va affronter les Red Wings de Detroit en finale de la Coupe Stanley.
22 mai 2008

Elle est commode aussi dans le domaine culturel :

La Banque d'œuvres d'art du Conseil des arts du Canada va liquider une partie de sa collection pour équilibrer son budget et même éventuellement relancer son programme d'achat, mais en privilégiant dorénavant les œuvres « vendables ». On appelle ça reculer pour mieux sauter.
Le Devoir, 19 octobre 2000

Et même les architectes le font :

« Parfois, il faut accepter le sacrifice d'espace ici, pour en gagner davantage là. C'est comme reculer pour mieux sauter », affirme M. Desrochers.
Le Soleil, 3 septembre 1994

Mais comment se fait-il qu'une même expression en vienne à dire deux choses opposées? C'est que, malgré les apparences, il s'agit pratiquement de deux expressions distinctes, qui ne sont pas du tout construites de la même façon. Au sens positif, elle exprime un but : on recule ***dans le but*** de mieux sauter. Au sens négatif, elle exprime une opposition : on recule, mais il faudra bien finir par sauter, et on se retrouvera alors dans la même situation, ou pire encore. Il n'y a aucun *but*.

Ce *pour* avec infinitif sert à décrire deux actions qui se suivent dans le temps, la seconde exprimant un résultat paradoxal, inattendu, non recherché ou contraire. C'est une construction courante :

Le romancier avait accepté… pour enfin se désister.
La Presse, 1er mars 2009

J'en avais donné des exemples dans un article précédent :

Il s'est endormi pour ne plus jamais se réveiller.

Il a erré pendant des heures dans la forêt pour se retrouver finalement à son point de départ.

Je n'ai pratiquement jamais vu dans l'usage québécois, ni entendu dans la conversation, notre tour employé de la sorte (mis à part les dépêches des grandes agences de presse). Même si on trouvait quelques exemples, il faudra bien admettre qu'ils sont rares. L'usage québécois fait donc là-dessus exactement le contraire du *Petit Robert* et de ses semblables, lesquels ne rendent pas compte adéquatement de l'usage européen non plus, comme on l'a constaté.

Il fallait bien, pour confirmer cette tendance de notre usage, que je tombe sur une petite exception. Dans le *Soleil* du 22 septembre 2008, un journaliste citait un organisateur du concours de chant Operalia, qui avait lieu l'an dernier à Québec :

« Les juges veulent pour mieux sauter », analysait un membre de l'organisation, hier. Il est clair en effet qu'en acceptant d'entendre un aussi grand nombre de demi-finalistes, le jury se complique la tâche, puisque, en fin de compte, seuls 10 candidats obtiendront un laissez-passer pour la finale de mercredi.

Mais peut-être s'agissait-il d'un Européen : le jury d'Operalia est constitué de directeurs de grandes compagnies d'opéra européennes, canadiennes et américaines.

La locution a beau être à la disposition des pessimistes comme des optimistes, on devine le risque qu'il y a à l'employer au sens négatif chez nous : il est presque garanti qu'elle sera comprise à l'envers, à moins que le contexte soit d'une limpidité cristalline, et encore elle fera hésiter le lecteur. Dans notre exemple du début, malgré le *Robert-Collins*, les chances étaient minces que le message passe mal. Il fallait juste demander aux participants de ne pas ouvrir les dictionnaires. ■

NOTE

1 « Pour attendre », *L'Actualité langagière*, vol. 17, n° 1, 2004.

Carnet techno Tech Files

André Guyon

Translation: Dennis Maloney, C. Tr.

Qu'est-ce qu'un wiki?

Selon la source consultée, chacun peut y voir ce qu'il veut, comme en font foi les définitions du terme *wiki* trouvées sur la Toile. Voici quelques mots-clés tirés de ces définitions :

gestion de contenu, dynamique, modifiable par tous, ***vite****, facilement, scripts,* ***travail collaboratif***

C'est un peu comme le fromage; il y en a pour tous les goûts. Je m'attarderai à deux aspects en particulier : la collaboration et la création rapide de contenu.

Les wikis contribuent à un des mouvements qui libèrent l'humanité. Le contexte quelque peu anarchique rappelle d'ailleurs celui des grands mouvements sociaux de jadis. Les fauteurs de l'ordre et autres assoiffés de puissance réussiront probablement à stabiliser ce mouvement jusqu'à le scléroser… et ainsi à favoriser l'émergence d'autres innovations.

Le travail collaboratif est probablement inscrit dans nos gènes, pour la survie de l'espèce humaine. Les catastrophes naturelles, comme la crise du verglas vécue ici au Québec en 1998, permettent de constater à quel point l'urgence de certaines situations génère la créativité et la collaboration, parfois même entre des gens qui ne s'aiment pas beaucoup.

Avec Internet et le village mondial, tout le monde est à un clavier et un écran de distance. Naguère, les communications entre les continents limitaient grandement la collaboration à distance. Les tarifs téléphoniques, les fuseaux horaires et bien d'autres facteurs, notamment les langues, limitaient encore davantage cette collaboration.

Depuis quelques années, le public non seulement consomme du contenu, mais il en produit (pour le meilleur et pour le pire). À la surprise de certains spécialistes, la mise en commun de compétences de bénévoles donne parfois d'excellents résultats, et la création spontanée de contenu augmente à une vitesse phénoménale. Wikipédia a gagné ses lettres de noblesse quand on a prouvé qu'elle constitue bel et bien une source de renseignements aussi valable que les produits du commerce d'il y a quelques années. Bien d'autres initiatives de ce genre progressent, regroupant des communautés qui s'intéressent à un aspect de la vie humaine en particulier.

What is a wiki?

Depending on the source, as shown by the definitions found on the Web, a wiki can be what you want it to be. The following are some key words and phrases taken from those definitions:

content management, dynamic, user modifiable, ***rapid content creation****, easily edited, scripts,* ***collaborative work***

One could say that wikis are a bit like cheese: there's one to suit everyone's taste. That said, however, I would like to talk about two of those key phrases: collaborative work and rapid content creation.

Wikis are helping to fuel a movement that is liberating humankind. Moreover, the somewhat anarchical context of wikis reminds us of major social movements in history. What will likely happen is that the law-and-order freaks and others thirsting for power will probably succeed in stabilizing this movement until it becomes ossified, thus encouraging other innovative developments.

Collaborative work is probably embedded in our genes to ensure the survival of the human species. Natural disasters, such as Quebec's ice storm in 1998, show the extent to which the urgency of some situations leads to creativity and collaboration, sometimes even between people who do not like one another very much.

With the Internet and the global village, everyone is only a keyboard and a screen away. Not so long ago, communication systems between the continents greatly limited the potential for distance collaboration. Telephone rates, time zones and many other factors, particularly languages, limited the potential for collaboration even further.

In the past few years, the public has not only been a consumer of content, but also a producer of content (for better and worse). To the surprise of some experts, when volunteers pool their expertise, they sometimes produce excellent results, and the spontaneous creation of content is increasing at a phenomenal rate. Wikipedia won acclaim when it proved that it was indeed as valid an information source as the off-the-shelf products of a few years ago. Many other initiatives of this kind are making progress and bringing together communities interested in a particular aspect of human life.

À l'évidence, les wikis font partie des espaces de travail ayant le plus favorisé les travaux collaboratifs peu ou pas hiérarchisés. Après avoir conquis le monde des communautés sans but lucratif, voilà que cette nouvelle façon de faire envahit aussi le commerce et les grandes organisations[1].

Des foules plus ou moins anonymes côtoient désormais les employés de très grandes sociétés comme IBM et Microsoft. La reconnaissance du travail accompli constitue la motivation première des contributeurs « anonymes ».

Donc, les wikis font partie des outils informatiques permettant d'arriver à un résultat de plus en plus vite, en possédant de moins en moins de connaissances spécialisées. Puisque toute vérité comporte une part de paradoxe, notons que certains de ces outils offrent tellement de possibilités qu'il faut compter sur l'aide de spécialistes du wiki pour démarrer.

Néanmoins, il existe bel et bien des situations où, en quelques heures, on peut mettre en place une solution complète permettant à une communauté d'intérêts d'interagir. Événements sportifs, conférences, généalogie : les applications ne manquent pas. Il y en a sur presque tout et pour presque tout le monde.

Et pour les langagiers?

Pour nous, langagiers, le mode de travail collaboratif et les wikis constituent à la fois une menace et une source intarissable de nouvelles possibilités qui nous rappellent un peu l'arrivée de la micro-informatique au début des années 80.

La menace vient du fait que des non-spécialistes de la langue peuvent faire du travail spécialisé, donc envahir nos champs de compétence, comme le démontrent les Wikipédia, Firefox et autres fruits merveilleux du travail collaboratif.

En théorie, une partie du travail habituellement fait par des langagiers sera fait par des bénévoles, par des passionnés et autres dilettantes. Cette tendance va-t-elle réduire le besoin de spécialistes ou au contraire l'augmenter, non sans avoir transformé complètement le paysage?

Les spécialistes de la mise en page qu'étaient les typographes sont-ils devenus inutiles, ou font-ils au contraire de plus en plus cruellement défaut depuis que les handicapés du graphisme sévissent même dans les pages Web d'organismes prestigieux?

Le contenu d'une qualité indéniable qu'offrent certains environnements wikis a été rédigé ou traduit par des bénévoles. Oui, une partie du travail autrefois réservé à des spécialistes peut maintenant être fait par la foule.

Les nouvelles possibilités appartiennent aux gens qui savent s'adapter. Ça tombe bien, car depuis belle lurette les

Wikis appear to be becoming a fixture in workplaces where collaborative work with little or no hierarchical structure is strongly encouraged. After conquering the world of not-for-profit organizations, this new way of doing things is also invading the business world and large organizations.[1]

Multitudes of relatively anonymous people are now rubbing shoulders, figuratively speaking, with the employees of big corporations such as IBM and Microsoft. Recognition of achievements is the prime motivation of the "anonymous" contributors.

Wikis are a computer tool that can help us obtain results at an increasingly faster rate with less and less specialized knowledge. Because all truth contains a bit of contradiction, we should take note that some of these tools offer so many possibilities that we need to rely on the help of wiki experts to get started.

Nevertheless, there are clearly situations where it is possible in a few hours to set up a complete solution allowing members of a community of interests to interact with one another. Whether it is sports events, conferences or genealogies, there is no end to the potential applications of wikis. There is an application for just about everything and just about everybody.

What about applications for language professionals?

For us language professionals, wikis and the collaborative work method they encourage are both a threat and an inexhaustible source of new opportunities. It reminds one a bit of the introduction of microcomputers in the early 1980s.

The **threat** lies in the fact that non-language specialists can do specialized work and thus invade our areas of competency, as demonstrated by Wikipedia, Firefox and other wonderful products of collaborative work.

In theory, part of the work usually done by language professionals will be done by volunteers, enthusiasts and other dilettantes. Will this trend reduce the need for specialists or, on the contrary, increase the need for specialists, while completely transforming the playing field?

Have the page layout specialists that typographers once were become unnecessary or, conversely, are they tragically in increasingly short supply now that graphics-challenged people are rampant even on the Web pages of prestigious organizations?

It is true that some wiki environments produce content of undeniable quality that was written or translated by volunteers. So yes, part of the work once reserved for specialists can now be done by the masses.

The **new opportunities** are open to those who can make adjustments. This is a fortunate development because for a

langagiers se sont adaptés plus que quiconque aux nouveautés en tout genre. Combien de comptables, d'avocats, d'ingénieurs ou même d'informaticiens doivent utiliser régulièrement plus d'une dizaine de logiciels? L'adaptation, c'est l'ADN des langagiers.

Perspectives d'avenir

Les wikis pourraient un jour favoriser tout ce qui suit :

- Collaboration plus active avec les clients
- Perception améliorée des langagiers par les clients
- Réduction importante de l'effort consacré à la révision
- Optimisation de la synergie entre langagiers[2]
- Offre de nouveaux services comme le clavardage en direct
- Réduction substantielle du travail préparatoire pour tâches partagées
- Réduction du stress lors d'urgences
- Réduction des conflits entre réviseurs et révisés
- Réduction de l'effort de gestion des équipes à géométrie variable
- Partage des tâches autrefois individuelles
- Production accrue avec environnement personnalisé
- Simultanéité de publication du contenu bilingue
- Simplification globale des processus.

Les avantages éventuels sont nombreux. Hélas, à l'heure actuelle, il est bien triste que de petits détails qui seraient plutôt faciles à régler rendent l'édition de texte à l'aide d'un wiki à peu près aussi agréable qu'une tempête de neige au mois d'avril au Canada. Espérons que les améliorations ne se feront pas trop attendre. ■

NOTES

1 À WikiSym 2008, les sociétés Microsoft et IBM, entre autres, étaient représentées.

2 Aspect à peine exploité à l'heure actuelle.

very long time, language professionals, more than anyone, have been able to adjust to all kinds of new things. How many accountants, lawyers, engineers or even computer technicians regularly use more than 10 software programs? Being able to adapt is part of the DNA of language professionals.

Future prospects

Wikis could one day contribute to all of the following:

- More active collaboration with clients
- Better perceptions of language professionals by clients
- Significant reduction in the effort devoted to revision
- Optimized synergy among language professionals[2]
- Provision of new services such as live chat rooms
- Substantial decrease in the preparatory work required for shared tasks
- Less stress when handling rush requests
- Fewer disputes between revisers and revised translators
- Less effort required to manage teams with varying degrees of expertise
- Sharing of tasks that used to be done individually
- Increased production in a personalized environment
- Simultaneous publication of bilingual content
- Overall simplification of procedures

Potential advantages are numerous. Sadly though, as things currently stand, it is the little things that would be rather easy to fix that make text editing with the help of a wiki about as pleasant as a snowstorm in April in Canada. Let's hope improvements to this tool will not be long in coming. ■

NOTES

1 Representatives of Microsoft and IBM attended the WikiSym 2008 International Symposium on Wikis.

2 Little use is currently made of wikis for this purpose.

Affaire *Dame Action* c. *Sieur Recours*. Cette action vaut-elle un recours?

Jean-Claude Gémar

Volume 6/3 • Septembre/September 2009

L'auteur nous livre avec humour le fruit de sa réflexion sur un sujet sérieux : le champ sémantique des termes *action* et *recours*.
Toute ressemblance avec des faits vécus ne serait que pure coïncidence.

Connaissant mon intérêt pour la chose judiciaire quand elle traite de questions d'ordre (juri)linguistique, une journaliste, chargée de la chronique judiciaire dans un grand quotidien québécois, a porté à mon attention un jugement rendu récemment dans un procès très peu médiatisé auquel elle venait d'assister. Pressentant que le sujet et l'argumentation des motifs tout particulièrement ne devraient pas laisser les lecteurs de cette revue indifférents, je leur livre à toutes fins utiles le texte *verbatim* du jugement. Le voici.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

No 700-03-045709-033

DATE : LE 30 FÉVRIER 2004

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE MARIELLA-CONCEPTION DUTERME J.C.S.

PAUL-A. RECOURS

Demandeur

c.

SOPHIE-LYNE ACTION

Défenderesse

JUGEMENT

[1] Paul-A. Recours demande au tribunal de rendre une ordonnance interdisant à Sophie-Lyne Action de faire usage de son nom, en particulier dans l'expression « action collective », sous prétexte qu'il serait synonyme de celui du demandeur dans l'expression « recours collectif ». Le demandeur tient à l'exclusivité de l'usage de son nom et récuse le principe de synonymie entre « action » et « recours »; en conséquence, il demande au tribunal de mettre fin à cet abus et de lui accorder, en réparation du préjudice subi, la somme de 10 000 $.

[2] La défenderesse allègue premièrement que, compte tenu de l'usage de son nom, qui fait partie du vocabulaire juridique canadien depuis les origines, elle est fondée à employer le mot « action » dans le terme en cause (« action collective »); la défenderesse allègue en outre que le terme « action » présente les caractères de synonymie appropriés avec le nom du demandeur (« Recours ») et que l'usage qu'elle en fait est donc légitime.

I. LES FAITS

[3] Le 10 janvier 1998, le demandeur, résidant retraité de Montréal et usager du service de transport en commun de la Société de transport de Montréal (STM), désire se rendre au centre-ville pour y faire des courses.

[4] Habitant dans le quartier du Vieux-Montréal, il s'apprête à prendre le métro à la station Place d'Armes qui relie son quartier à la station Berry-UQAM, sa destination finale. À sa surprise, il apprend que ce service de transport est interrompu à la suite d'une panne de courant. Il décide alors de se rendre à pied jusqu'à la rue Saint-Denis, sa destination, située à deux stations de métro de là. Il doit, pour ce faire, emprunter les trottoirs.

[5] Or, après la tempête de pluie verglaçante des derniers jours, les trottoirs et la chaussée, revêtus d'une épaisse couche de glace, sont particulièrement glissants. Le demandeur porte des bottes de cuir. Arrive ce qui devait arriver. Très vite, il perd pied sur un trottoir, glisse, tombe et se blesse cruellement.

[6] Le demandeur sera traité pour une fracture sans déplacement de la malléole interne, une fracture avec déplacement de la malléole postérieure et une fracture, avec un léger déplacement, du péroné; le tout, du côté gauche.

[7] Handicapé par ses blessures, le demandeur ne peut se déplacer pendant les six semaines suivantes. Réduit à l'inaction forcée, il entreprend d'occuper son temps en s'informant sur les accidents similaires ayant eu lieu dans la métropole à la même période.

[8] De fil en aiguille, il remonte jusqu'aux victimes et parvient à constituer une liste des personnes accidentées. L'idée lui vient alors de leur proposer d'intenter un recours collectif contre la Ville de Montréal pour négligence grave ayant entraîné des accidents et des blessures, dont certaines sont handicapantes. La démarche du demandeur porte fruit au point que, le 12 février 2000, la liste établie compte une centaine de plaignants que la proposition du demandeur intéresse vivement.

[9] Par suite des nombreuses consultations effectuées subséquemment par le demandeur, il est décidé, à l'unanimité des personnes consultées, de déposer une demande d'autorisation d'exercer un recours collectif contre la Ville de Montréal, qu'elles rendent responsable de leur infortune : accidents, blessures et handicaps. Le demandeur propose aux victimes d'instituer cette action au nom du collectif de victimes et d'agir comme représentant.

[10] Le demandeur, incapable de faire lui-même la démarche avant d'avoir retrouvé sa mobilité, se tourne vers sa voisine de palier, M^me^ Sophie-Lyne Action, qui est elle-même partie prenante, et la prie, au nom de la centaine de plaignants concernés, de déposer à la Cour supérieure du Québec une « Requête pour autorisation d'exercer un recours collectif contre la Ville de Montréal ».

[11] M^me^ Action accepte avec enthousiasme la proposition de son voisin et entreprend la démarche attendue. Mais, distraite, au lieu d'inscrire le mot « recours » dans la demande, comme elle en avait reçu instruction de M. Recours, sous le stress de l'action et, allègue-t-elle, influencée probablement par son propre nom, elle écrit « action ».

[12] Lorsque M. Recours reçoit les documents officiels, le 16 avril 2001, il s'aperçoit de la méprise commise par M^me^ Action. Cette erreur l'irrite au plus haut point, car il revendique la paternité de la requête présentée au tribunal. Il plaide que cette erreur a été commise volontairement par M^me^ Action, qui a trahi la parole donnée et saisi l'occasion, en mettant son nom en évidence et en valeur, d'en tirer bénéfice.

II. QUESTIONS EN LITIGE ET POSITION DES PARTIES

[13] Le demandeur soutient que la défenderesse doit être tenue responsable d'une erreur commise intentionnellement et dont les conséquences lui portent un préjudice sérieux, d'où son action en responsabilité civile en vue d'obtenir réparation du préjudice subi. Le demandeur réclame des dommages et intérêts de l'ordre de 10 000 $.

[14] La défenderesse conteste l'existence d'une faute quelconque ainsi que tout lien de causalité entre la faute présumée et le préjudice allégué, au motif que les deux termes sont synonymes et, donc, interchangeables. Elle conteste en outre le montant de la réparation demandée, qu'elle estime injustifié.

[15] Les parties ne contestent pas le critère permettant d'apprécier l'existence d'une faute génératrice de responsabilité civile, qui est celui d'une personne raisonnable, prudente et diligente. En revanche, elles divergent sur sa portée et son application aux faits et s'opposent sur ce que le tribunal doit retenir des témoignages d'experts.

III. ANALYSE ET DISCUSSION

[16] Le tribunal, comme la loi lui en fait obligation, est tenu de dire le droit sur une question présentant une difficulté supplémentaire pour lui, car elle contient une dimension linguistique peu habituelle en matière judiciaire : les termes « action » et « recours » sont-ils synonymes? Appartient-il à la justice de se prononcer sur une telle question, qui relève davantage de la lexicologie, voire de la terminologie, que du droit? L'alternative paraît pourtant assez claire : soit les termes en cause sont synonymes, et l'action intentée tombe ipso facto, le demandeur étant débouté dans sa demande; soit ils ne le sont pas, et le procès prend une tout autre tournure.

[17] Aussi, avant de se pencher sur la réalité du lien de causalité et d'établir le montant des dommages, importe-t-il d'examiner la possibilité ou la probabilité d'une synonymie des termes en cause.

[18] Pour cela, le tribunal a entendu les témoignages experts de deux spécialistes du domaine linguistique présentés par les conseils des parties. Monsieur le Professeur Louis-Charles Le Zeugme, pour le demandeur, et Madame la Professeure Safra Éthie-M'Olaujie, pour la défenderesse. Les témoignages de ces jurilinguistes, universitaires distingués, ont fait forte impression sur le tribunal, qui en livre ici un résumé, l'essentiel figurant dans le dossier remis à la cour.

[19] Le premier expert s'est attaché à définir la singularité du terme ACTION pour le mettre en situation et pouvoir le comparer ensuite à RECOURS; le second a plutôt cherché à démontrer le parallélisme qu'il est possible d'établir entre ces deux termes, en particulier lorsqu'ils figurent dans les syntagmes nominaux « ACTION COLLECTIVE / RECOURS COLLECTIF ». En voici la teneur :

A) Quant au terme ACTION

« Il s'agit d'un archétype de la polysémie du langage. Ce mot recouvrirait, selon le *Trésor de la langue française*, quelque 74 acceptions différentes ! Elles sont toutes formées à partir de la faculté dont dispose l'être humain d'agir, manifestant ainsi sa volonté par un acte matériel « volontaire » dit Littré, qui le définit ainsi : « *Exécution d'un acte volontaire* ».

L'une de ces significations intéresse le droit et son langage lorsque ce mot est employé dans son sens juridique. Il peut alors prendre plusieurs sens différents.

Le premier, que les dictionnaires placent généralement en tête, est celui du droit d'actionner devant les tribunaux en vue d'obtenir une décision de justice. Dans ce sens-là, il s'agit d'un droit « objectif » parce qu'il est à la disposition de tout membre d'une collectivité donnée. Comme l'a simplement et clairement défini Pothier, le grand jurisconsulte français du XVIII[e] siècle :

> « L'action est le droit qu'on a de demander quelque chose en justice [...] ».

En droit positif français (et québécois aussi), cela donne ceci :

> « L'action est le droit, pour l'auteur d'une prétention, d'être entendu sur le fond de celle-ci afin que le juge la dise bien ou mal fondée. Pour l'adversaire, l'action est le droit de discuter le bien-fondé de cette prétention. » (art. 30, *C. proc. civ. fr.*)

Dans son deuxième sens principal, le mot « action » désigne une « action en justice », la mise en œuvre, l'exercice du droit d'actionner. Il est alors envisagé sous son aspect « subjectif », car appliqué à un cas. Dans ce sens-là, il est synonyme de « demande (en justice) ».

Le signifiant ou contenant ACTION désigne aussi, par métonymie, le signifié, le contenu : poursuite, procès, et cela depuis que ce terme, formé à partir du latin *actio*, est apparu, au XIII[e] siècle (1260). On lui doit, comme dérivé, le verbe transitif « actionner », au sens de « engager une action contre quelqu'un » (1312), et les dérivés de ce dernier : ACTIONNABLE, ACTIONNEMENT.

Les deux termes, « action (en justice) » et « demande (en justice)» sont courants dans les textes de loi du Québec :

> « En matière de succession, *l'action* est portée devant le tribunal du lieu d'ouverture de la succession, si elle s'est ouverte au Québec [...] » (art. 74, *C. proc. civ.*)

> « Celui qui forme une *demande* en justice, soit pour obtenir la sanction d'un droit méconnu, menacé ou dénié, soit pour faire autrement prononcer sur l'existence d'une situation juridique, doit y avoir un intérêt suffisant. » (art. 55, *C. proc. civ.*)

Veuillez noter que les deux premiers sens sont parfois confondus, bien que ACTION, dans son premier sens de « droit de demander », soit plus rare dans les textes juridiques du Québec que dans ceux de la France. Au Canada et surtout au Québec, sa proximité avec l'anglais *action* rend son emploi délicat, ce terme ne possédant qu'un sens, celui de *legal process, lawsuit* (d'après l'*Oxford English Dict.*), qui correspond en français au second sens du mot « action » : action en justice, demande.

Une autre confusion se présente dans l'usage que certains font du mot « action » lorsqu'il est question, justement, d'agir, mais en justice.

Le mot anglais *action* a aussi le sens de « mesure(s) », notamment dans le syntagme verbal – très courant dans le vocabulaire administratif – *to take action* (que l'on peut traduire, entre autres, par « prendre des mesures »). De là, par mimétisme, le calque « prendre une action », alors qu'on veut dire : intenter une action (en justice), actionner, ester, etc.

En conclusion, il ne s'agit pas d'un québécisme, mais bien d'un anglicisme, d'un calque doublé d'une faute de sens due à la confusion sur la signification du mot « action ». Aussi le verbe « prendre » est-il à proscrire dans ce syntagme au profit du seul cooccurrent qui vaille en l'occurrence : intenter (une action); contrairement à « prendre (une action) », cette formulation est clairement juridique et non équivoque.

Toutefois, il reste toujours possible de dire les choses autrement, car, selon le contexte et le sens qu'on lui prête, une action peut aussi être « engagée », « exercée », « introduite », etc.

[20] Ce premier témoignage permet de replacer ce terme dans son contexte d'emploi et de bien le situer par rapport au second dans les syntagmes en cause. Le second témoignage d'expert, s'ajoutant au premier, permettra au tribunal de trancher la question en litige en meilleure connaissance de cause.

B) Quant au syntagme ACTION COLLECTIVE

Ce néologisme juridique s'inspire du terme américain *class action*[1]. Il est apparu lorsque, dans les années 1960, l'avocat Ralph Nader commença à remporter des procès intentés contre l'industrie automobile des États-Unis, qu'il dénonçait en raison du manque de sécurité de certaines voitures qu'elle construisait alors.

Pendant quelques années, la terminologie flotte, le monde du droit hésitant entre diverses solutions pour rendre ce terme américain : action collective, action de groupe, action de masse, recours collectif, etc.

Aujourd'hui, si le terme « action collective » semble s'être imposé dans l'usage, il reste néanmoins concurrence par « recours collectif », au Canada notamment. La synonymie parfaite n'existant pas, l'un de ces deux termes serait donc moins approprié que l'autre. À en croire *Le Grand dictionnaire terminologique* établi à l'OQLF,

> « L'expression *recours collectif* est impropre et doit être évitée, le terme *recours* ne convenant que pour désigner, premièrement, le droit de contester une décision juridictionnelle ou administrative ou, deuxièmement, un type particulier d'action permettant au débiteur d'une obligation de se retourner vers un tiers pour lui en faire supporter la charge, en tout ou en partie. »

En est-on absolument certain? Les termes ACTION et RECOURS, souvent confondus, sont courants dans nos textes juridiques, à commencer par les lois :

> « Lorsque, à l'encontre d'une *action* portée devant la Cour du Québec, un défendeur forme une demande qui, prise isolément, serait de la compétence de la Cour supérieure, celle-ci devient seule compétente à connaître de tout le litige [...] » (art. 34, *C. proc. civ.*)

« *L'action* doit être intentée dans l'année qui suit la connaissance de l'acquisition ou du contrat. » (art. 326, *C. civ. Q.*)

et

« [Le bénéficiaire qui subit un préjudice] peut aussi, même si l'administrateur pouvait valablement confier le mandat, exercer ses *recours* contre la personne mandatée. » (art. 1338, *C. civ. Q.*)

Très proches l'un de l'autre, on les présente souvent comme synonymes dans les dictionnaires, ce qu'ils ne sont pas toujours, notamment au sens strict d'ACTION : droit de saisir un tribunal d'une prétention. Mais au sens large et courant de « sanction d'un droit », ils peuvent passer pour des quasi-synonymes, bien que RECOURS soit le terme consacré et en usage en droit public, en droit administratif particulièrement. À chaque catégorie de contentieux correspond une forme de recours.

Sont-ils interchangeables pour autant? Dans certaines situations, sans doute; dans d'autres, non, en droit public par exemple. Dans le cas du syntagme nominal ACTION COLLECTIVE, l'usage canadien en a fait des synonymes au point où RECOURS COLLECTIF supplante largement son rival dans les textes que produisent les sources principales de notre droit que sont le Législateur, le Juge et l'auteur de Doctrine. Quant au monde de la pratique, il fait lui aussi une large place à ce terme, au détriment d'ACTION COLLECTIVE.

1) Le Législateur, dans le *Code de procédure civile*, Livre IX, à l'article 999 d) :

« recours collectif »: le moyen de procédure qui permet à un membre d'agir en demande, sans mandat, pour le compte de tous les membres.

Et dans le titre même de sa loi : *Loi sur le recours collectif*, L.R.Q., c. R-2.1.

2) Le Juge, par exemple, le juge en chef de la Cour suprême du Canada, dans l'arrêt *Western Canadian Shopping Centres Inc.* v. *Dutton*, 2001 SCC 46, [2001] 2 S.C.R. 534 :

« 1 Nous sommes appelés en l'espèce à décider dans quels cas un *recours collectif* peut être exercé. Le *recours collectif* existe sous une forme ou une autre depuis des siècles, mais son importance s'est accrue récemment. Il peut fournir le meilleur moyen d'aboutir à une solution juste et efficace, en particulier dans des affaires complexes mettant en jeu les intérêts d'un grand nombre de personnes. »

3) La Doctrine

Le *Dictionnaire de droit privé*[6] ne signale même pas l'existence du terme ACTION COLLECTIVE et, sous RECOURS COLLECTIF, définit ainsi ce terme, sans synonyme :

« Voie de droit par laquelle une personne, le *représentant*, peut agir en demande, sans mandat, pour le compte d'un groupe de personnes, après autorisation du tribunal. »

Le *Dictionnaire de droit québécois et canadien*[7], à l'entrée RECOURS COLLECTIF, donne comme synonyme ACTION COLLECTIVE, terme non défini et non traité.

4) La pratique du droit

Le monde juridique canadien et québécois emploie abondamment le terme RECOURS COLLECTIF pour qualifier ce que d'autres dénomment « action collective ». Voir, par exemple, le Réseau juridique du Québec[8], la Commission de l'accès à l'information du Québec[9], les grands cabinets d'avocats[10] et le monde judiciaire canadien, notamment l'Institut national de la magistrature (INM / NJI), qui organise des colloques sur le thème du « recours collectif » :

Class Actions Seminar for Judges (in conjunction with the Osgoode Hall National Symposium on Class Actions) / Colloque sur les recours collectifs à l'intention des juges (en liaison avec l'*Osgoode Hall National Symposium on Class Actions*)[11]

Aussi la cause *Recours collectif* c. *Action collective* est-elle entendue, du moins au Canada, Québec compris.

L'usage semble avoir fait son œuvre dans le monde des juristes, qui a porté son choix sur le premier terme, sans pour autant éliminer le second. Les deux sont utilisés indifféremment dans la jurisprudence québécoise, qui semble avoir néanmoins choisi « recours » de préférence à « action ».

Il faut toutefois rappeler ici que le droit du Québec n'est pas celui de la France[7]. L'équivalent de l'institution des *class actions* nord-américaine n'est toujours pas entré dans le droit positif, bien que la question soit à l'étude[8]. En droit français, une « action collective » désigne principalement, ainsi que l'énonce Gérard Cornu dans le *Vocabulaire juridique*, une tout autre chose :

> « Action qu'un groupement doté de la personnalité juridique (société, association, syndicat) intente en son nom, es qualités, pour faire valoir des droits qui lui appartiennent en propre ou pour défendre les intérêts de la collectivité. »

Cette institution ne doit pas être confondue avec celle du même nom au Canada.

À noter encore, pour éviter toute comparaison et toute confusion, que les juristes français emploient des termes différents des nôtres pour qualifier les *class actions* : action de groupe, action de classe, action populaire (Cornu).

Le premier terme, « action de groupe », semble avoir la faveur du moment en France.

ACTION COLLECTIVE possède, enfin, un autre sens, général et plus large que celui de recours collectif. En sociologie, ce terme désigne alors, par opposition à une action individuelle, une initiative, un mouvement, une manifestation ou « action » concertée, soit, d'après l'*Encyclopédie Universalis*, « toutes les formes d'actions organisées et entreprises par un ensemble d'individus en vue d'atteindre des objectifs communs et d'en partager les profits[9] ».

Ce sens-là est *générique*, par rapport à celui, spécifique, du sens juridique. La France et le Canada le partagent sans équivoque.

Conclusion

Pour rendre le terme anglais *class action*, le monde juridique canadien et québécois a prioritairement retenu le terme RECOURS COLLECTIF, sans pour autant éliminer son concurrent ACTION COLLECTIVE. Aussi les deux termes peuvent-ils cohabiter dans l'usage canadien.

Le premier, parce qu'il s'inscrit clairement en droit privé[10], bien qu'une telle action (en justice), débordant de ce cadre étroit en raison des enjeux sociaux et du nombre de personnes impliquées, transcendant les droits, empiète sur le public.

Le second, parce qu'il désigne, en français juridique, l'acte d'ester en justice, bien que sa proximité avec l'anglais *action* le rende suspect d'anglicisme aux yeux des juristes canadiens, ce qui pourrait expliquer la popularité de « recours », au détriment de « action ».

[21] Au terme des témoignages des parties entendus et de l'analyse approfondie que les experts des parties ont présentée, le tribunal reconnaît le bien-fondé des arguments avancés en faveur de l'un et de l'autre terme. Toutefois, si, d'une part, le tribunal accorde foi et crédibilité aux auteurs des témoignages présentés, d'autre part, il estime que la preuve de la synonymie des termes ACTION et RECOURS, au point d'être interchangeables et de pouvoir occuper le même champ sémantique, n'a pas été établie de manière irréfutable et convaincante dans tous les domaines envisagés, en droit privé comme en matière administrative. Le tribunal est convaincu que cette synonymie est, en l'occurrence, affaire de contexte et d'usage, donc relative dans sa valeur et non absolue.

[22] Le tribunal accorde par ailleurs un certain crédit à la prétention de la défenderesse selon quoi, en inscrivant sur le formulaire de requête son propre nom, au lieu de celui du demandeur, elle aurait agi par inadvertance et sans intention de nuire au demandeur.

[23] En outre, le tribunal estime que la preuve formelle d'un lien de causalité entre la faute alléguée et le préjudice invoqué n'a pas été démontrée par le demandeur dans son témoignage. Si la frustration du demandeur peut sembler légitime, elle ne constitue cependant pas un motif valable et suffisant pour engager la responsabilité de la défenderesse en l'espèce.

[24] En conséquence, le tribunal estime que le préjudice moral que l'erreur commise par la demanderesse a causé et qu'invoque le demandeur n'est pas démontré et, pour cette raison, il ne peut lui être octroyé la somme demandée en réparation du préjudice qu'il allègue avoir subi.

[25] **POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[26] **ACCUEILLE** en partie l'action de Paul-A. Recours contre Sophie-Lyne Action;

[27] **REJETTE** la demande d'indemnisation du demandeur;

[28] **LE TOUT AVEC DÉPENS**.

MARIELLA-CONCEPTION DUTERME J.C.S.

Me Éloi D. Terré

Me Julie-A. Postrophé

Tremblay, Lemure & Steinway

Avocats du demandeur

Me Thérèse-Marie Tun'Lapat

Me Paul-Henri Réprouvé

Greenberg, Perlman & Lafleur

Avocats de la défenderesse

Dates d'audience : Les 1er, 2 et 4 avril 2003

[1] Comparer avec les 39 acceptions que le TLF donne à son synonyme « acte », également formé à partir du latin *actio*. Voir *Trésor de la langue française informatisé* : http://atilf.atilf.fr/tlf.htm

[2] Cité dans le *Dictionnaire de droit privé*, 2e éd., Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, Yvon Blais, 1991, p. 29.

[3] Terme qui désigne une action de groupe instituée pour défendre les droits des consommateurs. Selon le *Black's Law Dictionary*, il s'agit d'un « *means by which, where a large group of persons are interested in a matter, one or more may sue or be sued as representatives of the class without needing to join every member of the class* ».

[4] Que ses campagnes en faveur des droits des consommateurs rendirent célèbre, surtout à partir de la publication de son livre-événement *Unsafe at any speed* (N.Y., Grossman, 1965), brûlot lancé contre GM et sa Corvair. On lui doit, entre autres, d'avoir créé *Public Citizen*, l'association de défense des consommateurs.

[5] *Dictionnaire de droit privé*, 2e éd., Cowansville, Yvon Blais, Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, 1991, p. 475.

[6] Hubert REID, *Dictionnaire de droit québécois et canadien*, 3e éd., Montréal, Wilson & Lafleur, 2004, p. 484.

[7] http://www.[illegible]

[8] http://www.[illegible].gouv.qc.ca/index.html

[9] http://www.mccarthy.ca/fr/article_detail.aspx?id_3991; http://www.[illegible]

[10] http://www.[illegible]

[11] Sur ce point, voir : http://www.classaction.fr

[12] Voir le « Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française » remis le 23 janvier 2008 au président de la République par Jacques Attali, président de la Commission, en particulier la *Décision 190 Introduire les actions de groupe*. Ce terme, « action de groupe », est le seul employé dans la partie du rapport consacrée à l'équivalent du « recours collectif » et de « l'action collective » canadiens, soit les ACTIONS DE GROUPE. Source : http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports/index.shtml

[13] Source : http://www.universalis.fr/encyclopedie/C070526/ACTION_COLLECTIVE.htm

[14] Comme le démontrent les auteurs du *Dictionnaire de droit privé*, op. cit., où figure ce terme (p. 475).

Traduire le monde

André Racicot

Places publiques et monuments étrangers

Les règles d'écriture des noms de places publiques et de monuments étrangers restent les mêmes, que ces noms soient traduits en français ou non. Les règles sont simples, elles suivent celles des toponymes : l'élément générique prend la minuscule initiale, tandis que l'élément spécifique commence par une majuscule. Par exemple : la *place de la Concorde*. Il s'agit d'une place dont le nom est Concorde. Le même modèle s'applique à *tour Eiffel*, *statue de la Liberté* et *mur des Lamentations*.

La majuscule a-t-elle sa place?

Ces graphies ne sont pas sans étonner, surtout quand on les compare à l'anglais qui attribue des majuscules initiales à tous les mots, dans des exemples semblables : *Eiffel Tower*, *Statue of Liberty* et *Wailing Wall*.

Comme nous venons de le voir, les noms de monuments étrangers peuvent se traduire, du moins les plus connus. La règle énoncée plus haut s'applique, peu importe l'usage de la langue de départ. Pensons à la *colonne de la Victoire* à Berlin, à la *place Rouge* à Moscou, à la *Grande Mosquée* de Cordoue. Dans ce dernier cas, le fait que l'adjectif soit antéposé lui confère la majuscule initiale, car il s'agit de l'élément déterminatif qui précède le générique *Mosquée*. En effet, il s'agit d'une mosquée appelée *Grande*. Mais comme l'élément déterminatif est en début d'expression, il reçoit la majuscule, à l'instar du générique qui suit. Parmi les cas semblables, pensons à la Grande Muraille de Chine, à la Grand-Place de Bruxelles.

Il ne faut pas oublier que les noms étrangers ne se traduisent pas tous et que, parmi ceux déclinés en français, on compte bien sûr quelques exceptions sur le plan de la graphie.

Un cas particulièrement intéressant est celui de la *Tour de Londres*. Le mot *tour* prend la majuscule, mais cette fois-ci, il n'y a pas d'adjectif antéposé. Nous avons vu plus haut que *tour Eiffel* suivait les règles habituelles d'écriture. Alors pourquoi écrit-on *Tour de Londres* avec une majuscule? Il serait trop facile de dire qu'il s'agit d'une simple exception et de passer à autre chose.

Je me permets d'avancer une explication : la tour en question n'est pas véritablement une tour, mais plutôt un bâtiment rectangulaire qui fut à l'origine un château royal, celui de Guillaume le Conquérant, et ensuite une prison. C'est d'ailleurs dans la cour de la Tour que deux reines britanniques, Anne Boleyn et Catherine Howard, virent leur capitalité écourtée, tout comme leur vie d'ailleurs. Nous avons donc une tour qui n'en est pas une. Voilà qui pourrait expliquer la majuscule initiale, à moins qu'il ne s'agisse de l'usage, tout simplement. Soit dit en passant, Londres possède une véritable tour signalant le début du grand incendie de 1666 qui a ravagé la capitale britannique. On l'appelle… le *Monument*.

Et l'article?

À côté de la Tour s'élance le majestueux *Tower Bridge*, avec ses deux… tours victoriennes. Non loin de la *City*, le quartier des affaires de la capitale britannique. Voilà quelques appellations ne se traduisant pas, mais qui exigent l'article défini en français. Est-ce toujours le cas? Justement non. En effet, les touristes affluent à Piccadilly Circus, vont nourrir les pigeons *à* Trafalgar Square et font une promenade *à* Hyde Park, après leurs emplettes *dans* Oxford Street.

On chercherait en vain une quelconque règle gouvernant l'utilisation de l'article défini pour les noms de places publiques et de monuments étrangers. L'usage louvoie allègrement entre l'emploi de l'article et la suppression de celui-ci et, bien entendu, les ouvrages de langue sont muets comme des carpes quand il s'agit de préciser l'emploi de l'article. Encore une fois, le langagier doit parcourir l'article du dictionnaire afin de débusquer un éventuel article au détour d'une phrase.

La métropole américaine est un brillant exemple des louvoiements de l'usage. On ira au zoo *du* Bronx, on arpentera *le* Queens, mais on prendra le traversier *pour* Staten Island, après avoir visité Brooklyn (pas d'article). Les touristes se promèneront *dans* Wall Street et admireront *l'*Empire State Building. Encore une fois, joyeuse alternance entre l'emploi et la suppression de l'article…

Faut-il traduire?

Dans les textes français, les noms des voies de communication sont rarement traduits et généralement repris comme tels, avec les majuscules originales. Quelques exemples : Via Nazionale à Rome, Plaza de Mayo à Buenos Aires, Unter den Linden à Berlin, Pennsylvania Avenue à Washington. New York comporte toutefois une exception fort intéressante sur le plan de la toponymie. Comment expliquer la Cinquième Avenue (traduit) qui longe Central Park (non traduit)? On parle aussi à New York des joailliers installés dans la 47e Rue. Autre traduction.

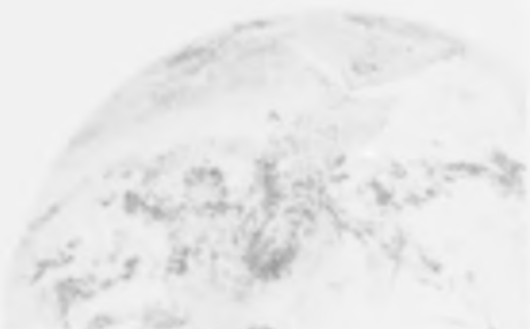
Force est de constater que la Grosse Pomme constitue une exception sur ce plan, et ce, pour plusieurs raisons. New York est une ville prestigieuse dont on parle abondamment, ce qui explique peut-être la traduction du nom de ses rues et avenues, d'autant plus que cette traduction ne présentait aucune difficulté. Ce qui, soit dit en passant, nous amène de très jolies appellations, comme *Avenue of the Americas*, rendue par l'*avenue des Amériques* ou *Sixième Avenue*. Malheureusement, on ne peut reporter cette pratique à d'autres villes, dont Washington, où il serait fort agréable, et élégant, de parler de l'*avenue de la Pennsylvanie*, qui passe devant la Maison-Blanche. Et que diriez-vous du *boulevard du Crépuscule*, à Los Angeles?

Et les divergences…

Encore une fois la tyrannie de l'usage dicte sa conduite au langagier. Comme je l'ai mentionné, les ouvrages de difficultés de la langue sont muets quant à l'utilisation ou non de l'article pour les noms étrangers. Comble de malheur, ils ne s'entendent pas toujours sur certaines appellations. Par exemple, la *Piazza del Popolo* reste en italien à l'article sur Rome du *Larousse*, alors qu'elle est traduite dans le *Robert* : *place du Peuple*. Les deux grands dictionnaires n'ont d'ailleurs pas toujours la même optique quant à l'utilisation de la majuscule : la *roche Tarpéienne* dans le *Larousse* et la *Roche Tarpéienne* dans le *Robert*… De quoi se jeter dans le vide.

À ce sujet, le cas le plus étonnant demeure l'*Arc de Triomphe* dans le *Larousse* et l'*Arc de triomphe* dans le *Robert*.

Il faut dire que les graphies peuvent évoluer au fil des éditions, ce qui souligne l'absolue nécessité d'avoir des dictionnaires récents. Toutefois, *Larousse* et *Robert* divergent encore assez souvent, parfois même dans leurs propres pages, ce qui démontre que les usages sur l'utilisation de la majuscule ne sont pas aussi établis qu'on le voudrait, dans certains cas, et qu'il importe de consulter plusieurs sources, surtout lorsque le doute (salutaire, dit-on) s'insinue en nous. ■



El Rincón Español

Mario Vergara y Yolande Bernard

Sistema Armonizado de Designación y Codificación de Mercancías

El **Sistema Armonizado de Designación y Codificación de Mercancías**, llamado también **Sistema Armonizado** o **SA**, es una nomenclatura internacional de mercancías creada por la **Organización Mundial de Aduanas** (OMA). Más de 200 países utilizan el sistema, con el que se busca una clasificación uniforme. El **SA** es regulado por el **Convenio Internacional del Sistema Armonizado de Designación y Codificación de Mercancías**. La OMA se encarga, a través del **Comité del Sistema Armonizado**, de su mantenimiento y actualización mediante **enmiendas** y transposiciones, de modo que refleje los desarrollos tecnológicos y cambios en el comercio.

Se trata de un instrumento indispensable para el comercio que utilizan entidades gubernamentales, organismos internacionales y empresas privadas. A modo de ejemplo, podemos citar la **Nomenclatura de la Asociación Latinoamericana de Integración basada en el Sistema Armonizado de Designación y Codificación de Mercancías** (NALADISA), la **Nomenclatura Arancelaria Común de los Países Miembros del Acuerdo de Cartagena** (NANDINA), la **Nomenclatura Común del MERCOSUR** (NCM), y la **Nomenclatura Brasileña de Mercancías** (NBM). Así, los principales esquemas de integración política y económica de América Latina, como la Asociación Latinoamericana de Integración (ALADI), la Comunidad Andina (CAN) y el Mercado Común del Sur (MERCOSUR) se valen del Sistema Armonizado. Su uso es fundamental para las negociaciones comerciales, la suscripción de acuerdos de comercio entre países y bloques comerciales, las políticas de comercio, los procedimientos aduaneros y la investigación económica.

A continuación le ofrecemos una lista en inglés, francés, español y portugués de términos pertinentes al Sistema Armonizado. ■

BIBLIOGRAFIA:

Aduanenet. http://www.aduanenet.com.br/ (2009)

Asociación Latinoamericana de Integración. http://www.aladi.org/ (2009)

Cámara de Comercio Uruguay – Estados Unidos. http://www.camarausa.com (2009)

Canada Border Services Agency. http://www.cbsa-asfc.gc.ca (2009)

Comunidad Andina. http://www.comunidadandina.org/ (2009)

Instituto Español de Comercio Exterior. http://www.icex.es/ (2009)

MERCOSUR. http://www.mercosur.org.uy/ (2009)

Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior, Brasil. http://www.mdic.gov.br/ (2009)

Organization of American States Foreign Trade Information System. http://www.sice.oas.org/ (2009)

United States International Trade Commission. http://www.usitc.gov/ (2009)

World Customs Organization. http://www.wcoomd.org/ (2009)

World Trade Organization. http://www.wto.org/ (2009)

EN	FR	ES	PT
amendments (to the Harmonized System)	amendements (au Système harmonisé) (n.m.)	enmiendas (del Sistema Armonizado) (f.)	emendas (ao Sistema Harmonizado) (f.)
Brazilian Nomenclature of Goods	Nomenclature brésilienne de marchandises (n.f.); NBM (n.f.)	Nomenclatura Brasileña de Mercancías (f.); NBM (f.)	Nomenclatura Brasileira de Mercadorias (f.); NBM (f.)
classification opinions	avis de classement (n.m.)	dictámenes de clasificación (m.)	pareceres de classificação (m.)
Combined Nomenclature: CN	Nomenclature combinée (n.f.); NC (n.f.)	Nomenclatura Combinada (f.); NC (f.)	Nomenclatura Combinada (f.); NC (f.)
common external tariff; CET	tarif extérieur commun (n.m.); TEC (n.m.)	arancel externo común (m.); AEC (m.)	tarifa externa comum (f.); TEC (f.)
Common Tariff Nomenclature of the Member States of the Cartagena Agreement	Nomenclature commune des pays membres de l'Accord de Carthagène (n.f.); NANDINA (n.f.)	Nomenclatura Arancelaria Común de los Países Miembros del Acuerdo de Cartagena (f.); NANDINA (f.)	Nomenclatura Aduaneira Comum dos Países Membros do Acordo de Cartagena (f.); NANDINA (f.)
Compendium of Classification Opinions	Recueil des Avis de classement (n.m.)	Compendio de Dictámenes de Clasificación (m.)	Compêndio dos Pareceres de Classificação (m.)
correlation table	table de concordance (n.f.)	tabla de correlación (f.)	tabela de correlações (f.)
Globally Harmonized System of Classification and Labelling of Chemicals; GHS	Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (n.m.); SGH (n.m.)	Sistema Globalmente Armonizado de Clasificación y Etiquetado de Productos Químicos (m.); SGA (m.)	Sistema Globalmente Harmonizado de Classificação e Rotulagem de Produtos Químicos (m.); GHS (m.)
Harmonized Commodity Description and Coding System; Harmonized System; HS	Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (n.m.); Système harmonisé (n.m.); SH (n.m.)	Sistema Armonizado de Designación y Codificación de Mercancías (m.); Sistema Armonizado (m.); SA (m.)	Sistema Harmonizado de Designação e Codificação de Mercadorias (m.); Sistema Harmonizado (m.); SH (m.)
Harmonized System Committee	Comité du Système harmonisé (n.m.)	Comité del Sistema Armonizado (m.)	Comité do Sistema Harmonizado (m.)
Harmonized System Explanatory Notes	Notes explicatives du Système harmonisé (n.f.)	Notas Explicativas del Sistema Armonizado (f.); NESA (f.)	Notas Explicativas do Sistema Harmonizado (f.); NESH (f.)
Harmonized System Nomenclature	Nomenclature du Système harmonisé (n.f.)	Nomenclatura del Sistema Armonizado (f.)	Nomenclatura do Sistema Harmonizado (f.)
Harmonized System of Survey and Certification	Système harmonisé de visites et de délivrance des certificats (n.m.)	Sistema Armonizado de Reconocimiento y Certificación (m.)	Sistema Harmonizado de Vistoria e Certificação (m.)
Harmonized Tariff Schedule of the United States; HTSUS	Harmonized Tariff Schedule of the United States	Sistema Arancelario Armonizado de los Estados Unidos (m.)	Nomenclatura Tarifária Harmonizada dos Estados Unidos (f.)
Integrated Tariff of the European Communities; Taric	tarif intégré des Communautés européennes (n.m.); Taric (n.m.)	Arancel Integrado de las Comunidades Europeas (m.); Taric (m.)	Tarifa Integrada das Comunidades Europeias (f.); Taric (f.)
International Convention on the Harmonized Commodity Description and Coding System; Harmonized System Convention	Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (n.f.); Convention sur le Système harmonisé (n.f.)	Convenio Internacional del Sistema Armonizado de Designación y Codificación de Mercancías (m.); Convenio del Sistema Armonizado (m.)	Convenção Internacional sobre o Sistema Harmonizado de Designação e Codificação de Mercadorias (f.); Convenção do Sistema Harmonizado (f.)
MERCOSUR Common Nomenclature	Nomenclature commune du Mercosur (n.f.); NCM (n.f.)	Nomenclatura Común del MERCOSUR (f.); NCM (f.)	Nomenclatura Comum do MERCOSUL (f.); NCM (f.)
Nomenclature of the Latin American Integration Association based on the Harmonized Commodity Description and Coding System	nomenclature de l'ALADI (n.f.); NALADISH (n.f.)	Nomenclatura de la Asociación Latinoamericana de Integración basada en el Sistema Armonizado de Designación y Codificación de Mercancías (f.); NALADISA (f.)	Nomenclatura da Associação Latino-Americana de Integração Baseada no Sistema Harmonizado de Designação e Codificação de Mercadorias (f.); NALADISH (f.)
scope of subheading	portée de la sous-position (n.f.)	alcance de subpartida (m.)	alcance de subposição (m.)
Standard International Trade Classification; SITC	Classification type pour le commerce international (n.f.); CTCI (n.f.)	Clasificación Uniforme para el Comercio Internacional (f.); CUCI (f.)	Classificação Uniforme para o Comércio Internacional (f.); CUCI (f.)
tariff classification	classification douanière (n.f.)	clasificación arancelaria (f.)	classificação tarifária (f.)
tariff code	code tarifaire (n.m.)	código arancelario (m.)	código tarifário (m.)
tariff heading; heading	position tarifaire (n.f.)	partida arancelaria (f.)	posição tarifária (f.)
tariff item; item	rubrique tarifaire (n.m.)	fracción arancelaria (f.)	item tarifário (m.)
tariff nomenclature	nomenclature tarifaire (n.f.)	nomenclatura arancelaria (f.)	nomenclatura tarifária (f.)
tariff subheading; subheading	sous-position tarifaire (n.f.)	subpartida arancelaria (f.)	subposição tarifária (f.)
World Customs Organization	Organisation mondiale des douanes (n.f.)	Organización Mundial de Aduanas (f.)	Organização Mundial das Alfândegas (f.)

Words Matter: Going solar

Barbara McClintock ■

Did you know… that Quebec's first renewable grid-tie photovoltaic (PV) system was installed in fall 2003 in one of Montréal's ecocentres (a recycling centre)? …and that grid-tie solar electric systems with battery backup have been available for Quebec residential use since 2007? New terminology for the dawn of the solar age!

Jump on the solar bandwagon

Some scientists now believe that world oil reserves will only last around 50 years at the current rate of use. Today, people across North America and the world are going solar, which has nothing to do with going postal! It means that they "are using radiant energy of the sun to power homes, businesses and even entire communities." Recent developments in energy technologies have led to the creation of new words, some of which are shown below (terms are highlighted in context).

Quebec's first renewable grid-tie photovoltaic (PV) system was installed in fall 2003 for a Montréal ecocentre, a recycling centre. Its design features solar panels and a wind turbine with a battery backup system. ***Solar*** or ***photovoltaic panels***, which may be grouped in an ***array***, convert light from the sun into electricity. In fact, ***grid-tie*** or ***grid-connected*** solar electric systems with battery backup have been available for Quebec residential use since 2007 further to Hydro-Québec's decision to allow homeowners to net-meter.

Solar panels are intended to harness the sun. But what happens when the sun is not shining? Ideally, you should have a closed-loop system so that, if your solar panels are not generating enough power, the grid will supply you with electricity or, if your solar panels are generating too much, the excess power will be supplied to the grid and you will be paid for it. A good analogy is that electricity is like running water. Since the electricity generated by ***photovoltaic*** or ***solar cells*** is direct current, it flows into a DC–AC inverter so it can be used by you to heat your home and turn on lights. With a ***solar battery***, excess power generated during the day can be stored and made available at night, thus reducing your energy costs.

There are two main types of solar energy: photovoltaic and thermal. The term *photovoltaic* refers to the conversion of light into electricity, while *solar thermal* refers to using sunlight to heat water that produces steam for heating a building. For example, ***solar thermal panels*** are a good solution for hot water heating.

So why aren't more people adopting new technologies?

Renewable energy technologies are relatively expensive. The payback period, which measures how long something takes to pay for itself, is generally too long. Subsidies are needed to improve the competitiveness of renewable energy compared with conventional fuels in the form of ***renewable energy credits***, capital cost allowances and ***net-metering***.

Germany and some states in the US have already passed legislation to provide home and business owners with tax breaks and/or subsidy programs for purchasing solar and wind power systems. ***Feed-in tariffs (FITs)*** are attractive rates that provide an incentive for people to install solar panels. On a positive note, beyond giving Germany more than 20,000 megawatts of clean energy, the FITs have also created new economic opportunities. ■

electrical grid	**réseau électrique**
feed-in tariff **FIT** **renewable credit payment**	**tarif de soutien**
grid-connected system **grid-tie system**	**réseau coordonné**
net metering, net metering ... connect[ing] to the power grid to offset the purchase of electrical energy from the utility with the surplus energy generated by the on-site generating facility.	**facturation nette**
renewable energy credit	**crédit d'énergie renouvelable** (proposition) **CER**
solar array **photovoltaic array** **PV array** **solar thermal array** A group of solar panels arranged to capture sunlight and convert it into DC power. Note: The expression *solar array* refers to the entire system. Note: Unlike solar (photovoltaic) technology, solar thermal technology uses sunlight to heat water for purposes of heating a building or generating electric power.	**champ de panneaux solaires** (terme préféré) **champ photovoltaïque** **champ de panneaux (solaires) photovoltaïques**
solar battery (1) A battery used to store solar power for stand-alone systems.	**batterie solaire** Dispositif de stockage d'énergie, une batterie d'accumulateurs en somme, equipant les systèmes solaires autonomes et qui est évidemment rechargeable notamment par l'intermédiaire d'un panneau solaire photovoltaïque.
solar battery (2) An array of solar cells in parallel or in series.	**générateur photovoltaïque** **batterie solaire** (à éviter) Réunion de cellules photovoltaïques en série ou en parallèle.
solar cell **photovoltaic cell** **PV cell**	**cellule solaire** **photopile** **pile solaire** **pile photovoltaïque**
solar panel **photovoltaic panel** **PV panel**	**panneau photovoltaïque** **panneau solaire** **panneau de cellules solaires** **panneau solaire photovoltaïque**
solar thermal panel **solar hot water panel** **solar water heating panel**	**panneau solaire thermique**
solar thermal technology Note: Unlike solar (photovoltaic) technology, solar thermal technology uses sunlight to heat water for purposes of heating a building or generating electric power.	**technologie de la thermie solaire** **technologie héliothermique** Note : Contrairement à la technologie solaire (photovoltaïque), la technologie héliothermique repose principalement sur la chaleur plutôt que sur le rayonnement solaire.

N.B. For more information, keep checking TERMIUM [4], which is regularly updated by the Translation Bureau.

NOTES

1. Energie Matrix Energy. http://www.matrixenergy.ca/press_room/Press_Release_Cayuga.pdf
2. Nova. "Saved by the Sun." http://www.pbs.org/wgbh/nova/solar/about.html
3. http://www.hydro.qc.ca/eng/publications/renewable_power_grid_electricity_appendixA_renewable_grid_power.php
4. "Schoen Determination Transforms Germany's Energy Grid." David Suzuki Foundation. http://www.davidsuzuki.org/about_us/Dr_David_Suzuki/Article_Archive_weekly/20150901.asp

Author's Note: I would like to sincerely thank Jean Le Page and his team of terminologists from the Translation Bureau for validating some of the terms discussed here. Any errors are mine.

Note

Note de la rédaction

Pour tout problème d'ordre matériel (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, en trop ou défectueux) :

1. Les abonnés sont priés de s'adresser aux :

   Éditions et Services de dépôt

   Ottawa (Ontario) K1A 0S5

   Téléphone : 613-941-5995 Télécopieur : 613-954-5779

   1-800-635-7943 1-800-565-7757

2. Les autres personnes qui reçoivent des exemplaires de *L'Actualité langagière* peuvent communiquer avec la Direction de la normalisation terminologique.

   Téléphone : 819-953-7120 Télécopieur : 819-953-8443

Les manuscrits, ainsi que toute correspondance relative à la parution des textes, doivent être adressés à :

Denise Cyr

L'Actualité langagière

Normalisation terminologique

Bureau de la traduction

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : 819-994-1035

Télécopieur : 819-953-8443

Courriel : denise.cyr@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Nous rappelons que cette publication est ouverte à tous. Nous acceptons les articles portant sur la traduction, la terminologie, l'interprétation, la rédaction, les industries de la langue et les difficultés de langue en français, en anglais ou en espagnol, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés aux auteurs.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité langagière* n'engagent que leurs auteurs.

© Ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2009

Editor-in-Chief's Note

Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing, damaged or extra copies should be directed as indicated below:

1. Subscriber queries should be sent to:

   Publishing & Depository Services

   Ottawa, Ontario K1A 0S5

   Telephone: 613-941-5995 Fax: 613-954-5779

   1-800-635-7943 1-800-565-7757

2. Other people receiving *Language Update* copies can contact the Terminology Standardization Directorate.

   Telephone: 819-953-7120 Fax: 819-953-8443

Manuscripts and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

Denise Cyr

Language Update

Terminology Standardization

Translation Bureau

Public Works and Government Services Canada

Gatineau, Quebec K1A 0S5

Telephone: 819-994-1035

Fax: 819-953-8443

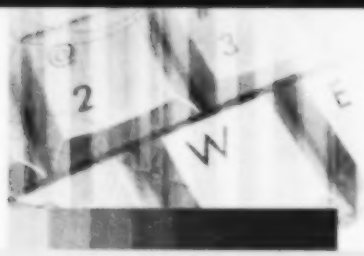
Email: denise.cyr@tpsgc-pwgsc.gc.ca

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, interpretation, writing, the language industries and language problems in English, French or Spanish as long as the articles are well documented and of interest to our readers.

Manuscripts are reviewed by a committee. Rejected manuscripts are not returned to the authors.

The Translation Bureau is not responsible for the opinions expressed in *Language Update*.

© Minister of Public Works and Government Services Canada 2009



L'ACTUALITÉ langagière
Language UPDATE

***L'Actualité langagière*, c'est**

- un périodique trimestriel publié par le Bureau de la traduction du Canada et destiné non seulement aux langagiers, mais aussi à tous ceux qui sont appelés à rédiger à l'occasion
- le complément par excellence des autres outils d'aide à la rédaction offerts par le Bureau de la traduction : TERMIUM®, guides, lexiques et vocabulaires, service de consultation terminologique

Vous y trouverez

- des nouvelles de l'industrie langagière
- des renseignements pratiques sur les nouvelles terminologies dans les sphères d'activité gouvernementale
- des solutions aux problèmes de traduction et de rédaction courants
- des trucs du métier
- des chroniques sur l'évolution de l'usage
- des mini-lexiques sur des sujets d'actualité

Abonnements

Éditions et Services de dépôt
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Renseignements sur les produits et services du Bureau de la traduction

819-997-3300
Bureaudelatraduction.TranslationBureau@tpsgc-pwgsc.gc.ca
btb.gc.ca

***Language Update* is**

- a quarterly periodical published by the Translation Bureau of Canada for language professionals as well as occasional writers
- an excellent source that complements the other Translation Bureau writing tools: TERMIUM®, guides, glossaries and vocabularies, and the terminology reference service

In it you will find

- news from the language industry
- practical information on new terms used in government-related fields of activity
- solutions to common translation and usage problems
- tricks of the trade
- articles on changing usage
- miniglossaries in fields of current interest

Subscriptions

Publishing & Depository Services
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Information on Translation Bureau products and services

819-997-3300
Bureaudelatraduction.TranslationBureau@tpsgc-pwgsc.gc.ca
btb.gc.ca